Bibliothèque Gilon

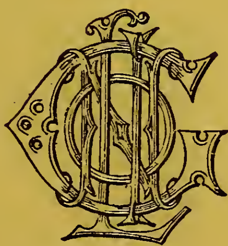
MAX HIRSCH

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES
ET LE
SOCIALISME

TRADUCTION DE L'ALLEMAND PAR

M. PHILIPPSON

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES



BUREAU
11, PONT St-LAURENT, 11
VERVIERS

MDCCCLXXXVII

Les Associations ouvrières & le Socialisme

Un livre volumineux et d'un prix élevé peut être comparé à un vaisseau qui ne peut débarquer ses marchandises que dans un grand port. — De petits traités ressemblent à de légers bateaux qui peuvent pénétrer dans les baies les plus étroites, pour approvisionner toutes les parties d'un pays.

Bibliothèque Gilon

MAX HIRSCH

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES
ET LE
SOCIALISME

TRADUCTION DE L'ALLEMAND PAR

M. PHILIPPSON

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES



BUREAU
11, PONT St-LAURENT, 11
VERVIERS

MDCCCLXXXVII

Les manuscrits et les demandes d'abonnement doivent être adressés directement au Bureau de la Bibliothèque Gilon pont St-Laurent, à Verviers (Belgique).

La brochure de M. Max Hirsch, dont M. le professeur Philippson donne la traduction, traite au point de vue de la politique allemande, il est vrai, un sujet capital, d'une actualité frappante et d'un intérêt universel. A ce titre, elle mérite l'attention toute particulière du public belge.

La lutte entre l'individualisme et le socialisme, entre la liberté et l'État, est, en ce

moment, partout, dans la science et dans la politique, dans les esprits et dans les faits. Dans tous les pays, ce sont les mêmes problèmes et les mêmes agitations.

Dans tous les pays (mais en Belgique plus que partout ailleurs), il y a une école optimiste qui croit à la sagesse des hommes, à leur cœur, à leur prévoyance, et qui dit : « Laissez agir le ressort individuel, le vrai et le seul remède à tous les maux : c'est la liberté. »

Dans tous les pays aussi, les adversaires de cette opinion (et en Allemagne plus que partout ailleurs ces adversaires comptent dans leurs rangs des penseurs éminents et profonds) répondent que la liberté est une duperie, qu'elle est le triomphe de l'intérêt personnel et de l'égoïsme, l'écrasement des faibles par les forts, des pauvres devenant chaque jour plus pauvres par les riches

devenant chaque jour plus riches, et que le seul remède à cette situation c'est l'intervention de l'État.

M. Max Hirsch critique les exagérations du socialisme, mais il n'est pas pour les exagérations du laisser-faire; il cherche à concilier les extrêmes et à réagir contre l'individualisme à outrance sans sacrifier la liberté; il appartient à cette école intermédiaire qui, dans la politique allemande, sous le nom de parti progressiste, tout en admettant la nécessité de réformes, estime qu'il n'y a pas d'antagonisme irrémédiable entre le capital et le travail; il voit la solution des difficultés économiques dans la constitution d'unions ouvrières garantissant l'indépendance du travailleur, et arrivant par l'éducation, l'apprentissage, la mutualité et l'épargne à élever son niveau intellectuel et social.

M. Hirsch expose ses vues dans une discussion supposée entre un progressiste et un socialiste; cette discussion ne reste pas uniquement sur le terrain de la science économique. M. Hirsch, ancien membre du Parlement allemand, fondateur d'unions ouvrières qui portent son nom, est un homme politique; il a été attaqué lui et son œuvre par les socialistes, et il ne se borne pas à préconiser les associations ouvrières, l'écrivain défend ses idées et son parti contre des adversaires politiques.

Il y a donc dans la brochure de M. Hirsch des vivacités de polémique sur lesquelles nous n'avons pas à nous prononcer, parce qu'elles répondent surtout à une situation locale, mais il y a aussi dans ce travail un côté hautement instructif et intéressant pour tous : c'est de voir un adversaire du socialisme, un partisan de la

liberté défendre avec énergie les Trades-Unions et les unions professionnelles, et les présenter comme un moyen de conciliation entre des doctrines contraires. On peut ne pas partager la foi de M. Hirsch dans la liberté, mais on admettra qu'à un moment où les syndicats professionnels sont discutés en Belgique, M. Mart. Philippson a rendu un grand service à nos lecteurs en leur faisant connaître les idées de l'éminent économiste allemand sur cette grave question.

ADOLPHE PRINS.

BIBLIOGRAPHIE

M. Max Hirsch, né à Halberstadt (Prusse), le 30 décembre 1832, étudia la philosophie, le droit et les sciences politiques dans plusieurs universités allemandes. Après avoir conquis le grade de docteur, il entreprit un long voyage à travers la France et l'Algérie, dont il rendit compte dans deux ouvrages : *Essai sur l'État économique de l'Algérie* (1857) et *Voyage dans l'Intérieur de l'Algérie* (1862). Revenu dans son pays natal, il publia d'abord à Berlin une feuille politique hebdomadaire : *Le Progrès*, mais il se fixa bientôt à Magdebourg où il déploya une grande activité dans l'intérêt du progrès politique et social, surtout des classes ouvrières. S'étant établi définitivement à Berlin, en 1867, il consacra tous ses efforts aux affaires publiques. Un voyage entrepris en Angleterre et en Écosse afin d'y étudier la situation des travailleurs, l'amena, en 1868, à fonder, en Allemagne aussi, des associations ouvrières (*Gewerkvereine*), destinées à élever le niveau économique, intellectuel et moral des travailleurs, non pas par les idées chiméri-

ques d'un socialisme exagéré, mais par l'union et l'aide mutuelle des ouvriers eux-mêmes. Ces associations se répandirent rapidement sur toute l'Allemagne. M. Hirsch en devint le syndic, et il dirige leur organe, intitulé : *L'Association ouvrière*. Il travailla de plus à fonder des caisses nationales libres de secours mutuel, en cas de maladies et d'accidents, ainsi que pour la vieillesse et pour les funérailles. En outre, il fit établir des chambres syndicales de conciliation pour patrons et ouvriers. Plusieurs fois il fut élu membre du Parlement allemand où il siégea toujours sur les bancs du parti progressiste. Il est membre du comité de la Ligue allemande de l'Enseignement, de la Société d'Économie politique et de l'Académie de Humboldt, sorte d'université libre où il est chargé des cours de sciences politiques et administratives. Parmi ses nombreuses publications, citons encore: *Statut modèle pour Chambres syndicales* (Berlin, 1872), *La Législation et les Caisses de Secours mutuel* (Berlin, 1881), *La Loi sur les Assurances en Cas de Maladies* (Berlin, 1883).

Les Associations Ouvrières & le Socialisme

DIALOGUE

Socialiste. — Certes, vous faites beaucoup de cas de votre association ouvrière. Mais que peut une telle union contre la dure loi économique des salaires ? Ce principe d'airain que la science reconnaît et que Lasalle le premier découvrit aux ouvriers, établit que le salaire ne peut absolument à la longue répondre qu'aux besoins nécessaires de la vie. Il est vrai que, suivant les temps et les circonstances favorables, le niveau des salaires peut s'élever. Mais alors, le nombre des ouvriers augmentera aussi, et lorsque l'offre augmentera, le salaire baissera de nouveau jusqu'au minimum indispensable à l'existence, même plus bas encore, jusqu'à ce que la famine ou l'épidémie fauchant dans les rangs des ouvriers aient rétabli l'équilibre entre l'offre et la demande. Et ce

triste état de choses est la conséquence nécessaire de la production actuelle dirigée et gouvernée par le capital. Le capital privé a accaparé la domination sur toute l'économie sociale; il prend la part léonine des revenus du travail, bien que seul l'ouvrier produise en réalité, et il réduit celui-ci à l'état de prolétaire. La cruelle loi d'airain régnera aussi longtemps que le capitalisme lui-même. Toutes vos associations n'y peuvent rien changer : il n'y a qu'un seul moyen efficace, un seul remède : La démocratie-socialiste !

Progressiste. — Doucement, mon ami; laissez-moi respirer. J'aurais pu à peine vous suivre, avec ma simple raison d'ouvrier, si je n'avais déjà souvent entendu débiter toutes ces phrases. A première vue, l'on en est complètement ébloui, mais après un plus mûr examen, on en reconnaît la partialité et l'exagération. Il est certain que la grande masse des travailleurs souffre, que le salaire est insuffisant, et que la durée du travail est excessive. Sur ce point nous sommes tous d'accord. La question est seulement de savoir quelle est la cause du mal? et de plus « que faut-il pour y remédier? » Vous dites que toute misère vient de la loi d'airain des salaires et du capitalisme. — Il y a une loi des salaires; le célèbre économiste anglais Ricardo l'a déjà donnée en 1817. Mais, elle s'exprime tout autrement que vous et vos maîtres le prétendez ordinairement. « Le salaire naturel », ainsi l'en-

seignent Ricardo et la science « est déterminé suivant les besoins de la vie des familles ouvrières; cependant il ne l'est pas par les plus indispensables, par ceux dont l'homme ne peut absolument se passer, mais par ceux qui répondent au genre de vie et aux agréments élémentaires usités dans le pays (1). » Ceux-ci varient d'espèce et de mesure, et il dépend beaucoup de l'ouvrier lui-même de les élargir ou de les rétrécir.

La loi des salaires n'est, par conséquent, pas d'airain; elle est, au contraire, élastique, surtout par le motif que ce salaire naturel ne se rapporte qu'au travail journalier ordinaire, tandis qu'un travail meilleur, appris et étudié, est presque toujours mieux rémunéré, et se paye au double ou au triple de l'autre. C'est ce que l'expérience de tous les jours ainsi que la statistique des salaires auraient dû vous apprendre et comme conséquence vous empêcher de donner aux travailleurs la chair de poule avec votre loi économique d'airain.

---

(1) « Qu'on ne croie pas que le prix naturel du travail, tel qu'il est évalué pour la nourriture et les autres besoins de l'homme, soit fixé d'une manière immobile et permanente. Il change dans un seul et même pays aux différentes époques et il varie essentiellement dans les différents pays. Il dépend des mœurs et des usages d'un peuple — maintes commodités dont on jouit maintenant dans un atelier anglais auraient, aux époques antérieures de notre histoire, été regardées comme un luxe. » — Ricardo : *Principes d'Économie politique:*

Socialiste. — Très bien ! — Toutefois vous ne nierez pas que le capital privé exploite l'ouvrier; tandis que en justice tout le revenu de son travail devrait lui appartenir et que le capital lui en enlève une grande partie sous prétexte de récompense de l'économie et de l'abnégation montrées par l'épargne. Belle abnégation que celle-là, par laquelle les actionnaires et exploiteurs font bombance et s'enrichissent toujours davantage, pendant que les ouvriers se tourmentent et s'appauvrissent ! Je persiste dans mon opinion: le capital doit être anéanti.

Progressiste. — Qui voudrait contester que la production moderne sous l'égide des capitalistes contient beaucoup de torts et de monstruosités ? Mais, les autres systèmes de production, l'emploi des esclaves et des serfs, la domination des corps de métiers sont-ils donc sans défauts? Les ouvriers se trouvaient-ils mieux de ces systèmes ? N'étaient-ils pas plutôt matériellement et moralement dans une situation bien plus défavorable ? Sinon pourquoi alors tant de milliers d'ouvriers campagnards désertaient-ils le régime « patriarcal » des grands propriétaires fonciers,des paysans et des maîtres-artisans pour courir aux fabriques des capitalistes ? Vous prétendez que seul l'ouvrier produit, que par conséquent c'est à lui seul que revient de droit *tout le revenu*, sans déduction aucune pour l'exploiteur. Cette prétention est tout aussi exagérée et tout aussi mal exposée que la loi d'airain des salaires. Produire c'est, vous n'en disconviendrez pas,

créer la valeur ou augmenter la valeur. Dans n'importe quelle industrie bien développée, surtout dans la grande industrie actuelle des machines, le travail corporel direct ne produit pas seul la valeur; souvent il n'en produit même pas, et ne constitue qu'une perte, s'il n'est soutenu par le capital, soigneusement et convenablement employé pour l'acquisition des matières premières, des instruments, des machines, des constructions ou ateliers, enfin des forces dirigeantes et surtout des débouchés. Maintes fabriques occupant d'excellents ouvriers n'ont-elles pas été ruinées à cause de l'insuffisance de leur capital ou de son mauvais emploi ?

Ainsi les capitalistes et les entrepreneurs produisent concurremment avec l'ouvrier, de même que, dans une pépinière d'arbres fruitiers, outre les ouvriers munis préalablement d'une serpette et d'un panier, pour opérer la récolte, il a fallu le travail de ceux qui ont planté ces arbres et qui ont dirigé leur croissance ; ces travailleurs ont produit les uns et les autres et méritent tous en conséquence une part des revenus. Vous faites grand tort à la majorité de ces gens, en les qualifiant des épithètes « d'exploiteurs » et de « goinfres ». Ils travaillent aussi, au moyen de l'intelligence, au moyen de la plume, en calculant et en voyageant au loin; parfois très péniblement. Ils clôturent souvent le rude travail d'une année entière sans bénéfice, heureux encore s'ils n'ont pas à subir un déficit. Ces hommes qui ont acquis leur capital et leur situation industrielle après de longues

luttes et de loyaux efforts, par d'importantes inventions et améliorations, il ne faudrait pas les outrager par les qualifications d'exploiteurs et d'égoïstes. Ne renoncent-ils pas, en effet, à de multiples jouissances que d'autres hommes s'accordent ? Les populations polonaise et espagnole ne seraient-elles pas mieux à l'aise, si les propriétaires avaient fait quelques sacrifices, s'ils avaient fait des économies ? De la sorte, je ne veux, je l'ai déjà dit, en aucune manière, cacher les nombreux et graves abus de la production contemporaine. Au contraire : c'est *précisément pour protéger les ouvriers contre ces abus, qu'ont été fondées les unions ouvrières.* Mais avant d'entrer dans les détails, je me permettrai une question : Par quoi voulez-vous donc remplacer la production capitaliste ?

Socialiste. — C'est très simple : Par la production de la communauté générale de l'État, fondée sur l'expropriation de tous les biens fonciers et de tout capital. C'est ainsi que nous l'enseigne notre maître, le grand Karl Marx. Aussi longtemps que les instruments du travail, la terre et le capital, seront aux mains d'un petit nombre de particuliers, la production, uniquement faite dans l'intérêt des propriétaires, sera isolée et désordonnée; ce sera une lutte de tous contre tous, qui doit aboutir nécessairement à un excès de production, à la ruine progressive de tous les entrepreneurs d'importance moyenne ou secondaire, au manque croissant de travail

et à la misère de la classe ouvrière. De cette fâcheuse production égoïste et anarchiste, seule, la concentration de tous les instruments du travail et de toutes les industries entre les mains de l'État peut nous sauver. Car l'État est le tout-puissant représentant du salut de tous; lui seul peut et doit régler et modérer les immenses forces productrices de l'industrie actuelle. Il emploiera les revenus en toute équité pour le bonheur égal de tous les citoyens. Tous autres moyens ne sont que des palliatifs dont l'unique effet est de prolonger la misère générale. *La production sociale systématiquement confiée à l'État est le seul remède radical.*

Progressiste. — Toutes ces phrases résonnent très bien; et je m'imagine facilement en vous écoutant que la perspective d'écarter pour toujours les privations et la misère, ainsi que l'annonce d'un bonheur parfait dont vous vous faites le messager, doivent influencer la foule, qui malheureusement est incapable d'observer et de réfléchir par elle-même, sans direction étrangère. Mais tout homme judicieux, lorsqu'on lui recommande quelque chose, surtout si l'on préconise un remède unique et universel, s'enquiert en premier lieu des *preuves* de ces allégations. Et même, les auteurs des réclames médicales s'imposent l'obligation de ne recommander leurs panacées qu'en les appuyant sur des témoignages probants. Où sont donc les attestations en faveur de votre drogue magique, le communisme

d'État ? Vous ne pouvez pas en produire, et cela par la raison bien simple, que votre système n'a d'autre base que la fantaisie, et n'est pas fondé sur des faits, et que *jamais nulle part il n'y eut un État populaire socialiste.* Ce qui n'existe que dans l'imagination peut, en effet, se représenter aisément sous les couleurs les plus vives et les plus séduisantes. Dans le domaine de l'art, cela est certainement permis; mais la réalité est trop sérieuse pour lâcher la proie pour l'ombre, pour renoncer à tout ce qui existe afin de poursuivre une chimère. Il y a plus encore : une expérience dix fois séculaire a démontré que les idées démocratiques-socialistes ont complètement avorté. Supposez même que l'État, outre ses devoirs actuels, déjà accablants, voudrait et pourrait se charger de l'immense fardeau des millions d'exploitations agricoles, industrielles et commerciales, du soin de 40 millions d'hommes en France, de plus de 47 millions en Allemagne — avec engagement de leur donner tous les biens nécessaires et désirables — encore n'y aurait-il aucune garantie sûre contre l'irrégularité de la production, contre les dommages que subit l'ouvrier.

Car, qu'est-ce que l'État ? Quelque démocratique qu'il soit, la direction des affaires courantes doit se trouver aux mains du gouvernement, c'est-à-dire d'un petit nombre d'individus doués d'une intelligence humaine et par conséquent sujets à la faiblesse qui est propre à notre nature, et qui serait encore aggravée par la respon-

sabilité et par le fardeau d'une direction du travail et des jouissances de tout un peuple. Si aujourd'hui les ministres les plus distingués ne réussissent pas à tenir en équilibre le ménage restreint de l'État, que feraient-ils d'un ménage populaire dix fois plus grand et plus complexe ? Les désordres, les crises et les stagnations de travail ne naissent pas seulement des abus de la libre concurrence, mais dépendent aussi des récoltes bonnes ou mauvaises, des hivers doux ou rigoureux, des grandes relations naturelles, économiques et politiques de notre pays et de tous les autres pays du globe. Et un ministère socialiste aurait-il aussi la prétention de commander aux grands désordres soit des éléments atmosphèriques, soit du genre humain ? Les relations d'importation et d'exportation de l'Allemagne avec le monde entier s'élèvent, par exemple, actuellement à 8500 millions de francs par an, toutefois avec de grandes fluctuations tant de la valeur monétaire que de la quantité des marchandises, fluctuations qui causent nécessairement des irrégularités correspondantes dans la production indigène. Cela seul, abstraction faite de l'influence extraordinaire des temps, suffit déjà pour renverser votre système. Et un gouvernement socialiste ne voudra certes pas fermer le pays à toutes les influences extérieures, en d'autres termes, ruiner son progrès et sa prospérité ! Quant à la situation des habitants pris séparément et surtout des ouvriers, veuillez me répondre à deux questions importantes : 1° Comment dans l'État socialiste se produira *le choix*

d'une profession par chaque individu ? 2° Comment déterminerez-vous *la part de chacun dans le revenu général ?*

Socialiste. — Au fond, nous autres socialistes, nous ne nous cassons pas la tête à étudier les détails de l'organisation collective future, cela se fera de soi-même. Ayons d'abord l'État socialiste, nous saurons bien l'organiser convenablement ensuite. Cependant, je veux vous montrer qu'aujourd'hui déjà je ne me trouve pas embarrassé de vous répondre. Naturellement, il ne peut être question dans l'État socialiste du choix libre d'une profession, de la part soit des parents, soit des jeunes gens, puisqu'alors certaines professions seraient surchargées et d'autres insuffisamment occupées. Toute la population et principalement la jeunesse, devrait donc être incorporée par l'État et répartie dans les diverses occupations en ayant égard en premier lieu aux facultés physiques et intellectuelles de chacun. Le partage du revenu commun du travail national entre les particuliers sera réglementé de la même façon. Mais d'après quels principes ? Ceci donne encore lieu à des discussions parmi les socialistes. Les uns demandent que les parts, par conséquent les revenus de chacun soient proportionnés à son *intervention effective* dans la production. Je répudie cette opinion comme étant aristocratique; est-ce ma faute, en effet, si je possède moins de force, d'adresse ou d'intelligence que

mon voisin ? Et que fera-t-on en ce cas de tous ceux (et ils sont nombreux) qui ne peuvent généralement pas produire ? Voilà pourquoi d'autres réclament *l'égalité complète* des parts, car la justice de la véritable démocratie ne tolère aucune préférence. Mais ce système encore ne me satisfait pas davantage et ne plaît d'ailleurs pas à la plupart de nos partisans. Par exemple, une ration identique de vivres pour tous les individus sera excessive pour l'un, insuffisante pour un autre, suivant son âge, son sexe, sa constitution physique, etc. A cela viennent s'ajouter les grandes différences qui naissent du climat et de différentes professions : au nord, l'homme a besoin d'une nourriture, de vêtements, d'une habitation, d'un calorique plus abondants et meilleurs qu'au midi, et le forgeron mourrait de faim avec les aliments qui nourrissent généreusement le tisserand.

Les besoins des hommes sont effectivement très divers, et c'est pour ce motif que nous voulons que, avec l'obligation générale au travail, le produit commun en appartienne à tous les membres de la société, *selon la justice*, *et les besoins raisonnables de chacun.*

Progressiste. — Votre franchise me plaît et je vous en félicite. Je conclus immédiatement de vos renseignements que la conséquence nécessaire du socialisme est la *négation de la liberté individuelle* tant au point de vue des vocations et des professions que de la

manière de vivre et de se nourrir, enfin de la production comme de la consommation. Les hommes sont *enrôlés* en vue du travail et *enrégimentés* comme les soldats, et de même que les soldats ils sont nourris, revêtus d'un uniforme et distribués dans des casernes, d'après un règlement de l'État. Vous aurez beau fixer d'une manière générale les principes de la répartition, vous serez toujours soumis à l'arbitraire de vos chefs, et cela doit en être ainsi, si l'on ne veut introduire l'anarchie complète. Vous fûtes soldat sans doute; je vous demanderai donc ceci : Vous et la pluralité de vos compagnons d'armes — sans préjudice naturellement au devoir et à l'honneur de la défense de la patrie — étiez-vous, durant la période de votre service, heureux, étiez-vous seulement contents ? Cette constante uniformité, cette absolue soumission à l'arbitraire volonté de vos supérieurs, ce manque d'indépendance enfin, ne vous pesaient-ils pas comme du plomb; ne soupiriez-vous pas tous après le jour du congé définitif comme vers une délivrance d'un état devenu à la longue insupportable ? A chaque occasion, ne vous disiez-vous pas : « Encore autant de mois, et l'heure de la liberté sonnera pour nous. » Les moins intelligents comprennent alors que l'autonomie est le suprême bonheur. Et cependant il ne s'agit ici que de quelques années de la vie, où la plupart sont encore d'un caractère flexible et souple et n'ont pas de famille. Qu'on s'imagine après cela un pareil état de dépendance à perpétuité, ne laissant d'autre espoir de délivrance que la mort ! Lors

même qu'en échange d'un travail court et facile, vous me garantiriez toutes les jouissances d'un Lucullus, je n'abdiquerais pas le premier droit que j'acquis en naissant : ma liberté personnelle.

Il y a plus. Ce que, soucieux de la vérité, vous avez dit du partage ne révèle pas seulement des différences profondes, fatales, au sein du socialisme, précisément quant aux intérêts pratiques les plus importants, différences qui mèneraient sûrement à des luttes éternelles, mais montre aussi l'impossibilité de mettre tout ce système à exécution. Vous avez déjà réfuté vous-même les théories du partage suivant les prestations de chaque individu ou suivant une égalité absolue. Mais le partage d'après « les besoins raisonnables » est bien pire encore. Ce système manque non seulement du stimulant le plus puissant pour une production utile, puisque les plus grands efforts ne seraient pas mieux, au contraire moins bien rémunérés souvent que la besogne des travailleurs les plus paresseux, mais il ouvre, en outre, le champ au plus déplorable arbitraire.

Quels besoins, en effet, seront raisonnables ? Raisonnables selon les différents âges, sexes, occupations, climats, même selon les constitutions physiques et morales des personnes, toutes choses qui sont, comme on le sait, extrêmement différentes et variées. Combien et quelle espèce de volailles, de légumes et de gâteaux, de bière et de vin, de linge et d'habillement, d'ornements et de livres, faut-il à ces millions d'individus ? Où y

a-t-il là une mesure générale fondée en raison ? Il n'y a qu'un seul moyen, c'est la fixation des besoins par les ordres du gouvernement; et ceci se fera derechef ou d'après un paradigme aride et stérile ou par faveur, en vertu de considérations de personnes ou de parti. Un État superbe en vérité que celui où la satisfaction de mes besoins dépend non pas de mon travail ou de mon choix, mais du gré d'une majorité accidentelle, ou d'un « homme de confiance » momentané ! Et quelle est la situation de la *famille* dans votre État socialiste ?

Socialiste. — Ah ! ah ! vous croyez peut-être à l'épouvantail d'une communauté des femmes et du libre amour ? J'échapperai certainement à ce reproche. Quoique plusieurs socialistes aient émis ces idées, elles n'appartiennent point à notre programme et sont répudiées de la grande majorité de nos amis. Sans doute, la famille, telle qu'elle existe actuellement, ne peut pas subsister dans l'État socialiste. Car, par l'abolition de la propriété exclusivement personnelle du sol et du capital, ainsi que par la suppression du droit de succession, la base économique de la famille actuelle sera ébranlée, et elle disparaîtra complètement lorsque l'économie domestique et l'éducation des enfants (du moins quand ils auront quelques années d'existence), seront devenues les affaires de la communauté. Et cela s'accomplira tout seul, parce que les travaux d'intérieur, de cuisine, de lavage, de nettoyage, etc., s'exécuteront,

d'après le principe de la division du travail, dans de vastes proportions, d'une façon plus économique, et parce que l'État doit élever les enfants en commun pour en faire de braves socialistes-démocrates.

Progressiste. — C'est parfait ! Vous me confirmez ainsi le fait que sinon la communauté des femmes, du moins la destruction du mariage et de la famille réels est une conséquence nécessaire des principes socialistes.

Qu'est-ce, en effet, que le mariage, que déjà les anciens Romains définissaient : « Une communauté continue et à vie, de droit divin et humain », qu'est-ce qu'une famille sans foyer ou sans mobilier domestique et privée du droit d'éducation de ses propres enfants ? Un vain mot. La lèpre de l'état actuel des ouvriers ne consiste-t-elle pas justement en ce que, par l'excessive durée du travail et par le travail des femmes et des enfants, la vraie vie de famille, cette source de moralité et de bonheur, est troublée ou ruinée ? Nous autres, membres d'associations ouvrières, nous combattons ce mal de toutes nos forces ; mais ce n'est vraiment pas dans le but d'ensevelir finalement la famille dans la confusion de l'État socialiste. Non; nous voulons rétablir et protéger, aussi en faveur des plus pauvres, ce lien idéal du sang, de l'amour et du dévoûment mutuel. Nous n'échangerons jamais le précieux écrin des vertus domestiques contre les faux brillants d'une économie en commun. Nous ne méprisons, certes,

pas un salaire régulier et abondant pour les travailleurs; bien plus, c'est le but principal de nos efforts; mais nous préférons vivre dans une chaumière où, en intime communion avec notre femme et nos enfants, nous puissions nous gouverner et agir librement, que dans un palais où chaque bouchée, chaque gorgée nous est distribuée suivant une mesure établie par une autorité supérieure.

Socialiste. — Ne vous fâchez donc pas, je vois bien que vous n'avez pas de sympathies pour le socialisme. Mais comment, avec vos idées individualistes, manchestériennes pouvez-vous parler de combattre l'exploitation des ouvriers, qui est due à l'emploi du travail des femmes et des enfants, et à la durée excessive du travail des hommes? A cet effet, dans l'ordre social actuel, l'initiative de l'État est indispensable, et pourtant vous ne voulez pas entendre parler de son intervention, vous autres hommes de Manchester. Vous la répudiez et professez l'aide personnelle; et c'est à cette idole que l'on sacrifie, sur les autels des fabriques, les tendres enfants et la faiblesse des femmes!

Progressiste. — C'est vous maintenant, mon cher, qui vous échauffez, et sans aucun fondement. Vous avez l'air de ne connaître que les tendances extrêmes,

que les charges et les calomnies répandues dans vos cercles contre les associations ouvrières.

Écoutez donc la vraie profession de foi de nos associations.

L'homme n'est pas seulement un être *individuel* ou un être *spécifique*, mais il est les *deux à la fois*. Chacun se reconnaît comme ayant sa singularité, comme une personnalité, et en même temps comme participant d'une généralité, comme membre d'une profession, d'une classe, d'une commune, d'un parti, d'une nation, et finalement de la plus haute communauté possible, l'humanité. L'élément individuel et l'élément social ne sont donc pas en une opposition exclusive, mais ce sont des pôles qui se complètent, des côtés différents d'un même Être, tous deux également nécessaires pour son existence et pour son développement. Un homme qui ne possède pas de sentiment de communauté est un parfait égoïste; un homme sans personnalité descend au rang de l'animal qui, réuni à d'autres, constitue un troupeau; ce n'est que l'union harmonique des deux tendances, individuelle ou libre et sociale ou égalitaire, qui fait véritablement l'homme. C'est pourquoi un système qui ne reconnaît que la liberté individuelle est tout aussi nuisible et contraire à la nature qu'un système qui ne recherche que l'égalité collective. Le procédé extrême du parti de Manchester qui, dans la lutte de tous contre tous, amène toujours la suppression des faibles, n'apporte pas plus le salut que l'extrême socia-

lisme, qui nécessairement brise en même temps que l'initiative et la responsabilité personnelles les ressorts de tout progrès et de tout bonheur. Il suit de là que l'aide de soi-même ou celle de l'État prise isolément n'est pas salutaire, mais que pour le bien commun l'une et l'autre doivent se compléter et collaborer.

Dans la médecine, la conduite même du malade et les prescriptions du médecin — dans la pédagogie, l'activité propre de l'élève et l'influence du professeur — dans les fabriques, l'habileté particulière de l'ouvrier et la direction de l'administration, n'assurent le succès qu'à la condition de se trouver réunies. Il en est de même dans la question ouvrière et sociale, de l'activité libre des individus et de leur union, et de l'influence coercitive de l'État. L'une et l'autre sont nécessaires si l'on ne veut pas que l'Être humain dégénère et se gâte. Un doute raisonnable peut seulement naître à propos de la mesure d'intervention et de l'importance de chacune; il portera non sur la *question de principe*, mais seulement sur une *discussion des limites* entre l'activité particulière et l'activité générale. Car sans une libre destination personnelle, l'État s'achemine vers le despotisme; sans la règle d'une volonté générale, vers l'anarchie. Ainsi donc, mon ami, nous ne sommes pas plus manchestériens que socialistes. Nous prenons pour base le point culminant du vrai libéralisme, qui embrasse et efface les contrastes, qui se donne pour but la recherche de la liberté, de l'égalité et de la fraternité et qui a découvert,

en même temps que les « *Droits de l'Homme* », la vraie signification et le devoir de l'*État*, qui est l'*organisation supérieure du peuple en vue de la protection et de l'avancement de tous, et particulièrement des petits et des faibles. — Que ces principes moraux et salutaires soient dorénavant accomplis avec plus d'activité et de persévérance en faveur des classes ouvrières*, tel est justement le principal effort des unions des travailleurs.

Socialiste. — Je vous sais gré de m'avoir exposé cette belle théorie, avec laquelle malheureusement la pratique s'accorde très mal. Si les associations ouvrières ne répudient pas l'aide de l'État, si principalement elles reconnaissent que son initiative est nécessaire pour la protection des faibles, comment se fait-il que vous combattiez la loi protectrice des ouvriers, élaborée par les socialistes allemands, et qui n'a pas d'autre but et peut parfaitement être exécutée avec la manière actuelle de production?

Vous ne pouvez pas nier deux faits : le premier, c'est que la durée excessive du travail et le travail du dimanche nuisent beaucoup à la santé et à la force physique de l'ouvrier adulte, à sa vie de famille, à son développement intellectuel et politique; l'autre,c'est que les ouvriers eux-mêmes, encore qu'ils soient plus forts en s'unissant,ne sont pas parvenus à supprimer certaines circonstances fâcheuses et n'y parviendront pas davan-

tage à l'avenir. Et cependant dans l'Amérique du Nord, en Suisse et en Autriche une loi a déjà fixé la durée maxima de la journée de travail. Pourquoi une loi semblable n'existe-t-elle pas en Allemagne, en Belgique, et dans d'autres pays, qui en ont un égal besoin?

Progressiste. — Votre premier fait, l'inconvénient général d'un temps de travail déréglé et exagéré, a été reconnu de tout temps et mis vivement en relief par les associations anglaises et allemandes; sur ce point donc, il n'y a point de contestation. — Mais, quant à votre second fait, nous ne sommes nullement d'accord. Il y a un fait bien plus certain, c'est que les ouvriers, en s'organisant, ont déjà obtenu dans le pays industriel par excellence, en Angleterre, ainsi que dans maintes ramifications de l'industrie des autres pays, la suppression du travail du dimanche en tant qu'il n'est pas absolument indispensable, et un temps régulier de dix, voire de neuf heures de travail pendant les jours ouvrables. Comment ont-ils atteint ce résultat? Par un *arrangement avec les patrons*, *sévèrement maintenu*, mais sans loi de contrainte. Car en Angletetre notamment, il n'existe pas de maximum légal d'heures de travail pour les hommes adultes, mais seulement pour les jeunes gens et les femmes — tout à fait comme nous le voulons — et cependant l'association des constructeurs de machines, par exemple, a, déjà en l'année 1872, fait adopter la durée de travail de neuf heures, et la plupart

des autres *Trades-Unions* (associations ouvrières), celle de dix heures, avec le congé de l'après-midi du dimanche. A quoi bon donc l'initiative de l'État qui défend pénalement à des hommes libres de travailler au delà d'un nombre limité d'heures, et qui devient derechef une cause d'oppression, par sa routine uniforme, ou qui par des centuples mesures d'exception donne lieu à l'arbitraire de la police et devient, dans la pratique, inefficace. Voilà ce qui est arrivé en Suisse et en Autriche, tandis que dans l'Amérique du Nord le maximum de la journée de travail est déterminé seulement pour les ateliers de l'État, et ne s'applique pas à l'industrie privée, infiniment plus importante. Pourquoi alors de la contrainte — je le demande avec plus de raison que vous — en Allemagne, ou des ouvriers bien organisés ont déjà souvent obtenu dans les industries de construction, et autres, la durée de travail de dix heures ? Or, votre parti loue précisément l'intelligence, le bon sens, la persévérante activité des ouvriers sur lesquels il fonde la réforme radicale de l'État et de la société. Ces mêmes ouvriers qui, en Allemagne, conquièrent à chaque élection de nouvelles circonscriptions électorales et qui, d'après vous, sont appelés à réformer le monde, ne pourraient-ils pas obtenir une chose bien plus facile — la réglementation de la durée du travail ?

Socialiste. — Cela durerait en tout cas trop long-

temps, et les travailleurs ont besoin immédiatement, sans plus de retard, d'un maximum déterminé de la journée de travail, si l'on ne veut que les progrès de leur misère deviennent irrémédiables. Le travail des machines et l'excès de production jettent constamment sur le pavé des milliers d'ouvriers et non seulement les condamnent avec leur famille à la faim, mais, à cause de cette armée de réserve du travail composée de tous ceux qui sans cesse cherchent de l'occupation, ils abaissent en outre de plus en plus le salaire de ceux qui sont encore occupés. Contre ce mal, du moins, il n'y a dans l'état actuel de production qu'un seul remède efficace, la diminution générale et immédiate de la durée du travail. Ceci est clair comme le jour; la même quantité de marchandises que fabriquent 10,000 ouvriers travaillant 12 heures par jour, nécessitera avec le système de la durée maxima de 10 heures, le concours de 12,000 travailleurs. Il faudra donc admettre 2,000 ouvriers nouveaux; et de cette façon les bras inoccupés trouveront complètement leur emploi; et les salaires, affranchis de la pression d'une offre excessive, monteront encore, quoique la durée du travail ait été abrégée. Il s'agit donc ici des intérêts les plus immédiats, les plus pressants des ouvriers ; et quiconque se pose en adversaire de pareille réglementation ne peut être animé de bonnes intentions pour les ouvriers.

Progressiste. — Permettez-moi, mon ami, d'être là-

dessus d'une opinion contraire. Vous présentez votre avis comme une proposition mathématique irréprochable. Mais vous devriez cependant savoir que les chefs les plus éminents de la démocratie-socialiste ont résolument blâmé une pareille agitation pour le maximum de la journée de travail, comme devant induire en erreur les ouvriers. Car, expliquaient-ils avec raison, votre exemple, si simple en apparence, ne s'accorde pas avec la réalité, puisque, l'expérience nous apprend que, par le raccourcissement du temps de travail, la prestation de travail ne diminue pas, grâce à une tension plus puissante des facultés, au contraire qu'elle augmente parfois; à cela vient s'ajouter encore l'influence d'un emploi plus grand et du perfectionnement des machines qui économisent le travail. La nécessité d'occuper un nombre bien plus considérable d'ouvriers disparaît donc, ainsi que le remède tant vanté contre le manque de travail et la pression des salaires. Et si même il se faisait partiellement une plus grande recherche de forces ouvrières — ce qui d'ailleurs est aussi le cas lorsqu'il y a des commandes plus nombreuses — combien de temps cela durera-t-il ? bientôt l'accroissement de la population et des machines aura de nouveau équilibré l'offre de travail et ramené l'ancienne misère. Ainsi donc, d'après les paroles de vos propres autorités, c'est une erreur complète que de promettre aux ouvriers, par la fixation d'un maximum d'heures de travail, une sensible amélioration de leur situation. Vous devinez à présent quel est celui qui ne

peut pas être animé de bonnes intentions pour les ouvriers.

Plus encore. On sait que dans tous les métiers, il y a des *mortes saisons*, pendant lesquelles beaucoup d'ouvriers ne peuvent pas être employés, ou ne le sont que pendant quelques heures, et où le gain ne suffit pas aux besoins de la vie. Un minimum de durée de la journée de travail serait donc de plus haute importance qu'un maximum pour le temps où les affaires marchent bien, institution qui éviterait à l'ouvrier la nécessité de réparer par un gain plus grand la perte qu'il aurait éprouvée pendant la crise. Tant que l'État ne pourra pas garantir à ses millions d'ouvriers un « *droit réel au travail* » c'est-à-dire une occupation continuelle suffisante avec un salaire correspondant — et à cet effet le parti démocrate socialiste n'a pas même fait une seule fois une proposition pratique — il sera tout simplement cruel de paralyser par une détermination de maximum l'industrie et les travailleurs, toutes les fois qu'il sera possible de produire convenablement et de gagner beaucoup. Tout autre sera la situation, lorsqu'une réglementation rationnelle de la durée du travail aura été amenée par une convention libre et sous l'impulsion des mœurs industrielles. Alors on pourra tenir compte de la situation de l'industrie selon les lieux et les circonstances, et l'on arrivera à la souplesse et aux développements nécessaires, sans demander à chaque instant la permission de l'honorable police ou des hauts fonctionnaires de

l'État — ce que nous n'aimons pas du tout et ce qu'aucun ami véritable du peuple ne saurait désirer.

Socialiste. — Aussi n'y a-t-il que les sectaires réactionnaires des anciennes corporations qui le veulent. Les démocrates-socialistes délèguent l'exécution et la surveillance de ces choses à des *chambres de travail* dont les membres sont choisis par les entrepreneurs et les ouvriers et parmi eux, et à la tête desquelles se trouvent une magistrature ouvrière générale et une représentation de toutes les chambres de travail du pays. Par là, nous avons pour but de fonder une véritable représentation, une organisation grandiose des travailleurs; et votre devoir serait d'applaudir avec joie à ce projet d'une loi protectrice des ouvriers.

Progressiste. — Oui, c'est un chef-d'œuvre en déclamations ingénieuses ! A l'exemple des chambres de commerce, qui pourtant elles aussi laissent beaucoup à désirer, vos chambres de travail seront choisies pour des circonscriptions d'un nombre déterminé d'âmes et sans considération aucune des dispositions particulières si diverses et si importantes. La grande industrie les élira concurremment avec les artisans et avec l'industrie domestique si opprimée actuellement; le houilleur y interviendra aussi bien que le confiseur, le forgeron et le chaudronnier comme le peintre sur porcelaine et le

gantier, sans distinction. Et cependant ceux qui auront été élus, parce qu'on les considérait surtout comme des gens expérimentés, devront juger et veiller sur les intérêts de la vie, les usages les plus importants et l'exercice des professions particulières. Quel sera le résultat nécessaire de ces élections générales, qui se font tout à fait d'après le système des élections parlementaires ? On aura des hommes de parti extrêmes habiles diseurs, mais l'on n'aura pas de spécialiste, experts et éprouvés. Certainement, en certaines circonstances, ces orateurs sont utiles; mais ils ne le sont pas lorsqu'il s'agit d'apercevoir et de résoudre les nécessités matérielles les plus tranchées des divers métiers. Là se trouvent la contradiction intérieure et le germe de mort de votre soi-disant organisation du travail. — Et comment imaginez-vous les *relations entre les patrons et les ouvriers*, au sein de ces chambres ?

Socialiste. — Ceci est fort simple. D'après nos vues, les membres de la chambre du travail seront choisis en nombre égal par les entrepreneurs et par les travailleurs auxiliaires, et parmi eux. La présidence appartiendra à un fonctionnaire qui correspondra à peu près à l'inspecteur actuel des fabriques, mais qui sera proposé par là chambre du travail. Il n'aura cependant pas le droit de vote. La magistrature ouvrière ne pourra prendre de résolutions qu'à la majorité des voix. De la sorte, l'égalité parfaite des deux classes sera assurée; et

les résolutions, notamment et en premier lieu celles sur le maximum du salaire, ne pourront être prises qu'en vertu d'une conviction arrêtée et de l'accord de tous. La démocratie-socialiste a démontré, par ces projets, son impartialité et sa reconnaissance des droits et des intérêts des entrepreneurs.

Progressiste. — Bravo ! quel revirement ! Depuis dix-huit ans, ces messieurs ont raillé et conspué auprès des ouvriers nous autres défenseurs des Associations ouvrières en nous qualifiant d'apôtres d'harmonie. Pourquoi ? Parce que, contrairement au combat à outrance que Von Schweitzer et Fritsche déclaraient en 1868 au capital, nous soutenions *la possibilité et le caractère salutaire d'un accord paisible entre les deux classes*, puisque leurs intérêts durables bien compris ne se trouvent pas en opposition, mais en harmonie; et parce que conformément à cette idée nous nous efforcions, au moyen de pouvoirs conciliateurs, de prévenir et d'empêcher les grèves funestes, par une entente opportune. Une magistrature de conciliation, telle est pour nous la vraie chambre du travail; elle se compose aussi d'un nombre égal de représentants des entrepreneurs et des ouvriers, mais avec cette particularité qu'ils ne sont pas élus par un assemblage confus de toutes les professions possibles, mais par les intéressés d'une seule profession ou d'un groupe de professions qui ont librement décidé une entente durable au sujet

des conditions du travail. Dans ces chambres ouvrières se trouvent les principales garanties d'une organisation vraiment industrielle : spontanéité, communauté réelle d'intérêts et expérience.

En Angleterre, au témoignage de milliers d'ouvriers des plus exercés à la lutte, ces chambres se sont montrées à la hauteur de leur mission. Mais lorsque nos associations ouvrières, il y a quinze ans, cherchèrent à répandre en Allemagne par la plume et par l'action cette excellente institution, les socialistes s'écrièrent furieux : Les partisans de Hirsch et de Duncker veulent vendre les ouvriers aux capitalistes; car la prétendue magistrature de conciliation ne peut avoir d'autre résultat que la corruption ou l'intimidation des quelques représentants des ouvriers par les patrons, puisque en général l'union du capital et du travail est aussi impossible que celle de l'eau et du feu. Et après que, de cette façon, pendant de nombreuses années la masse des ouvriers a été excitée contre les associations ouvrières, ces mêmes personnages qui excitaient le peuple,fondent aujourd'hui leur « chef-d'œuvre » sur une représentation commune et égale du travail et du capital, c'est-à-dire sur l'acceptation d'un accord durable : puisque à défaut de cet accord les chambres ouvrières ne pourront généralement prendre aucune résolution. La pierre dont ils nous reprochaient d'avoir fait usage, ils en font la pierre angulaire de leur propre bâtiment. Dans leur « enivrement d'harmonie », ils vont même beaucoup plus loin que n'ont jamais été

les associations ouvrières. Car ces dernières prennent surtout pour base de leur système les *organisations séparées et indépendantes des ouvriers et des patrons*, et édifient sur elles la magistrature conciliatrice; choisie par les deux organisations et par leurs affiliés, tandis que votre projet ne connaît que la chambre du travail générale et ne prévoit nullement une représentation indépendante des divers intérêts importants des travailleurs. Votre conversion vous conduit de nouveau à l'extrême opposé, et la contradiction devient de jour en jour plus marquée.

Socialiste. — Eh quoi ! Les contradictions n'ont pas manqué également dans les associations ouvrières. Pendant que celles-ci prêchaient onctueusement la paix et l'amitié entre le travail et le capital et qu'elles dénonçaient comme révolutionnaires les socialistes-démocrates, elles provoquaient les grèves les plus ardentes et comme toujours, à cause de leur maladresse et de leur faiblesse, elles ne surent pas en profiter.

Progressiste. — « Si vis pacem, para bellum ». Celui qui aime la paix doit soigner sa défense; car, comme dit Schiller, « le meilleur des hommes ne peut rester en paix, si cela ne convient pas à son voisin méchant ». — *En principe, les associations ouvrières veulent la paix* et la réclament dans les règlements et les institutions par tous les moyens honnêtes, et ce n'est que lorsque

ceux-ci deviennent inefficaces, en cas de légitime défense et en cas de nécessité, que les associations engagent le combat. Les *socialistes, au contraire, veulent en principe la guerre*, excitent et aiguillonnent sans cesse les ouvriers contre les « exploiteurs », et ce n'est guère que pour des raisons d'opportunité qu'on les voit faire montre parfois d'intentions pacifiques. Voilà évidemment une différence fondamentale... L'expérience, la grève si juste de Waldenbourg, notamment, qui a englouti d'énormes sacrifices sans utilité, a inculqué aux associations ouvrières le souci de plus grandes précautions et de la circonspection. Comme organisations durables, elles sentent leur pleine responsabilité, pendant que les comités et unions de grèves socialistes, pareils par leur courte existence à des mouches éphémères, ne flattent que les passions et les intérêts du moment actuel. Ces comités ont suscité en majeure partie les interruptions du travail, tandis que les associations ouvrières, malgré leur expansion dans presque toutes les professions principales et contrées de l'Allemagne et de l'Angleterre, n'ont provoqué que fort peu de grèves dans les dernières années.

Socialiste. — Toujours et toujours, les associations ouvrières ! S'il vous est permis de les vanter préférablement à tout autre moyen, pour toutes les circonstances possibles, ce doivent être certainement de véritables merveilles ! Ne voulez-vous pas avoir l'obligeance de

m'éclairer, d'une façon concise, sur la nature et le but des associations ouvrières ?

Progressiste. — Avec plaisir; mais cela ne peut se faire en quelques mots. L'exposé fondamental que vous allez entendre justifiera à vos yeux son étendue.

J'en reviens à notre programme général que je développais tantôt. Dans la question ouvrière, c'est ainsi, à peu près, que je m'expliquais, il faut avant tout l'activité libre, individuelle des ouvriers; l'influence coercitive de l'État ne doit avoir lieu que pour autant que la première, à la longue, ne suffise plus. Par activité libre, individuelle, il ne faut point entendre seulement le travail de chaque individu pour soi : ceci ne doit pas s'entendre d'une manière aussi restreinte qu'on le fait aujourd'hui; sans doute, l'homme trouve principalement sa force en lui-même, et chacun est l'artisan de son bonheur. Le commencement et la fin, la puissance et le fruit de toute activité humaine se trouvent incontestablement dans chacun, dans la personnalité de l'individu; la plus grande communauté ne sera ni forte ni heureuse, si elle ne se compose pas d'individus forts, moraux et heureux. L'éducation et le caractère, cette double base de l'humanité, peuvent être activés par des influences extérieures, mais ce n'est qu'en nous qu'ils sont acquis, et cultivés par notre activité personnelle. Mais, précisément dans la question ouvrière, il faut absolument cette influence utile du dehors. Le courant économique et

social de la grande industrie est si gigantesque que l'ouvrier isolé est impuissant et désarmé contre lui, et de ce fait évident le socialisme tire la conséquence de la nécessité de l'aide de l'État. Seulement, il ne remarque pas que l'État n'est pas la seule communauté. Entre le pouvoir coercitif et dominant de l'État et l'impuissance de l'individu, il y a encore l'*union privée* qui, reposant sur la volonté libre, relie intimement l'activité personnelle et les forces communes. L'union de tels individus qui s'accordent parfaitement par des sentiments, des efforts et des intérêts identiques, peut exercer son influence et son pouvoir bien au delà de ce que leur nombre en permettait d'attendre. Qui ne connaît pas, pour ne me servir que de quelques exemples, la force réformatrice, puissante des communautés religieuses qui souvent n'avaient que de forts petits cercles pour origine, et celle des anciennes gildes de marchands et des associations de corps de métiers ?

Ces dernières surtout sont à notre époque les prédécesseurs et les modèles de nos associations ouvrières. Tel de nos jours l'ouvrier se trouve sans défense en face du capital, tel était au moyen âge l'artisan en face de la propriété féodale. Ni l'État ni l'Église ne le protégeaient. C'est alors que cherchant et trouvant la protection, le droit, la liberté et le salut dans une *union avec ses égaux*, d'abord avec ses compagnons de profession, nsuite avec tous les ouvriers en général, il devient nsiblement de serviteur opprimé, exploité, méprisé

qu'il avait été,l'artisan indépendant et aisé qui a rivalisé d'honneur et d'influence avec les castes privilégiées. « Les métiers avaient des assises d'or. » Qu'y a-t-il de plus naturel, quel meilleur conseil à donner aux ouvriers contre de semblables calamités que d'employer aussi un remède semblable. C'est ce qu'ils ont compris et réalisé en premier lieu et le plus énergiquement possible dans le pays de la grande industrie et de ses immenses productions, en Angleterre, où ils ont fondé les *Trades-Unions* c'est-à-dire des unions ouvrières, et en ont, de l'aveu de tout le monde, récolté les résultats les plus grandioses. Beaucoup plus tard seulement, il y a vingt ans à peine, ces associations modernes d'ouvriers ont aussi été fondées sur le continent et principalement en Allemagne où, dans un laps de temps bien plus court et dans des circonstances bien plus difficiles, elles ont déjà donné des résultats vraiment importants et fructueux.

Les associations ouvrières sont donc avant tout des associations protectrices des travailleurs. *Viribus unitis*, par l'union des forces, cette source ancienne de la puissance, elles prennent fait et cause pour chacun de leurs membres, le protègent contre l'oppression et la réglementation, et facilitent à chaque individu, et de la sorte à la classe tout entière, un droit égal d'influence sur la question du salaire, de la durée et des autres conditions du travail : une réforme fondamentale s'opérera de cette façon dans les salaires et l'organisation des métiers. — Car sur quoi repose l'exploitation des ouvriers,

dont on se plaint tant? Après que les relations de travail sont devenues légalement l'objet d'une libre convention, l'exploitation se fonde essentiellement sur cette nécessité pour l'ouvrier d'accepter, à cause de sa pauvreté et de son isolement, les conditions de l'entrepreneur quelque mauvaises qu'elles puissent être. Sitôt donc que le pauvre ouvrier isolé a de la chance de trouver derrière lui les travailleurs réunis, l'agglomération des membres de l'association ouvrière, il est en état de faire valoir effectivement ses droits légitimes sur un pied d'égalité avec le patron, et de représenter ses intérêts aussi efficacement que l'entrepreneur représente les siens. *De cette façon, la situation économique et sociale de l'ouvrier est complètement changée.* Le jour où l'association sera assez grande et où ses forces seront convenablement employées, *l'exploitation et l'oppression des ouvriers organisés cesseront.* Un gain suffisant, une durée de travail modérée et bien réglée, un paiement intégral des salaires, une organisation humanitaire dans les fabriques, etc., tels sont les buts et les heureux résultats, toujours plus parfaits, des efforts de l'association. Tout cela constitue, si l'on peut dire ainsi, des bénédictions, que ni les individus ni l'État ne peuvent jamais procurer, si long que soit le temps qu'ils y consacreraient; mais que les associations ouvrières peuvent départir, comme l'expérience l'a victorieusement démontré. Les salaires généralement meilleurs, le temps de travail abrégé et d'autres bienfaits dévolus aux ouvriers associés anglais, français, allemands en font foi. Mais l'activité protectrice

n'est pas limitée au champ des intérêts privés; elle a une étendue beaucoup plus vaste. L'association ouvrière, et plus efficacement l'union des associations, laquelle représente la totalité de leurs forces matérielles et intellectuelles combinées, entre aussi en lutte avec la commune, l'État, le grand public, dans lequel l'ouvrier isolé vient se confondre comme un atome, et défend contre eux, au moyen de pétitions et de remontrances, d'avis et de projets de lois nouvelles ou d'amélioration des lois anciennes, les intérêts les plus importants du droit et du bien-être. Ainsi, elle a déjà frayé à plusieurs reprises la voie à des mesures utiles, qu'elle a fait adopter, et elle en a empêché d'autres qui auraient pu être nuisibles. — Les associations ouvrières sont en deuxième lieu *destinées à soutenir et à garantir les travailleurs*. Le besoin et la misère ne viennent pas seulement du défaut d'harmonie entre le travail et le capital, mais dérivent aussi d'une manière continue des désordres naturels et sociaux qui absorbent accidentellement ou constamment les bénéfices du travail : la maladie, les infirmités, la mort d'une part; le chômage et des accidents extraordinaires, de l'autre. Voilà toute une armée de dangers qui, pour l'ouvrier sans ressources et pour sa famille, sont au point de vue économique et moral bien plus désastreux que pour les propriétaires. Il s'agit de se prémunir contre eux, ou de les rendre aussi inoffensifs que possible par des secours suffisants, et, à cet effet, les associations fournissent de nouveau le moyen sinon unique du moins le plus efficace. Elles seules procu-

rent — immédiatement ou à l'aide de leurs fonds — aux ouvriers la sécurité sans tutelle, et des ressources sans dépendance ni oppression. Car dans leur sein les assurés sont identiques aux assurants, ceux qui assistent sont les mêmes que ceux qui sont assistés; ce sont des compagnons et collègues qui se donnent mutuellement l'assistance, suivant les ressources de la société et après s'être convaincus de la justesse des réclamations de leurs co-associés; ce ne sont pas des fonctionnaires trônant derrière une table recouverte d'un tapis vert, et qui le plus souvent sont enclins à regarder comme des grâces d'état les payements qu'ils ont pour devoir de distribuer, comme cela arrive notamment dans les caisses de secours établies par l'État. Dans celles-ci, les ouvriers doivent aussi apporter leur cotisation, directement ou indirectement; dès lors, pourquoi n'ont-ils pas également le droit de s'administrer librement et complètement eux-mêmes ? Car celui qui intervient dans l'action doit intervenir dans les résolutions. — Dans ce domaine de prévoyance en leur faveur, les ouvriers doivent encore aux associations des résultats grandioses et excellents.

Enfin, troisièmement — puisque je ne veux relever que les points essentiels — les associations sont pour les ouvriers des *sociétés d'éducation et de réforme*, dans le sens le plus étendu de l'expression.

L'éducation générale (surtout économique et sociale), et l'éducation professionnelle, notamment des apprentis et des jeunes ouvriers, n'ont pas pour seul effet d'ano-

blir et d'embellir l'existence, mais aussi de transformer les ouvriers en producteurs, sociétaires et citoyens de mérite; et s'ils produisent plus, ils peuvent aussi matériellement et intellectuellement élever le niveau de leurs prétentions et obtenir davantage. La meilleure éducation est celle qui mène à une position sociale supérieure. Cette éducation-là à laquelle contribue l'école pratique de la vie commune dans les associations pourra seule — insensiblement, il est vrai — mais sûrement rendre les ouvriers aptes aux grandes réformes économiques, qui les conduiront bien au-delà des maigres résultats du travail individuel, qui leur conféreront une part dans les bénéfices, les associeront à la production et les rendront plus capables dans les domaines de la science, de l'expérience des affaires et de la discipline morale. D'autre part les grands moyens financiers et la clientèle étendue des associations lesquelles, en Angleterre, comprennent déjà plus d'un million d'adhérents, faciliteront considérablement l'achèvement de la réforme ouvrière.

Voilà, esquissés en traits très rapides, l'essence et le but des associations ouvrières. Vous pouvez en conclure qu'il s'agit ici d'une organisation grandiose par ses proportions et par son contenu, qui embrasse tous les côtés principaux de la question ouvrière; elle ne fait pas, à la vérité, la promesse de solutions radicales immédiates, promesse qui, d'après les renseignements de l'expérience, serait fallacieuse, mais elle vous donne la garantie manifeste d'améliorations constantes en faveur des classes ouvrières.

Socialiste. — J'ai écouté attentivement, et j'estime que cette théorie est très séduisante ; mais qu'arrive-t-il dans la pratique ? Vous vous appuyez volontiers sur l'exemple de l'Angleterre ; certes, ceci n'est pas contesté par nous démocrates-socialistes : les *Trades-Unions* sont grandes et puissantes et ont rendu de multiples services à leurs membres. Mais l'exemple de l'Angleterre ne prouve-t-il pas précisément que les associations les plus puissantes même ne sont pas en état de résoudre la question sociale, d'améliorer effectivement le sort des travailleurs ? L'Angleterre n'est-elle pas le pays du plus grand antagonisme des classes, où les pauvres deviennent de plus en plus pauvres, où les riches s'enrichissent toujours d'avantage et où entre les uns et les autres, il n'y a plus ni lien ni intermédiaire ? Le nombre des pauvres assistés, des « *Paupers* » n'augmente-t-il pas sans cesse; les grèves des «*Lock-outs*» (expulsions) ne se suivent-elles pas constamment, malgré vos magistratures de conciliation ; et le manque de travail pour les masses est-il en aucun lieu plus complet que dans la métropole de la haute industrie et des associations ouvrières ? Lisez seulement, si vous voulez vous en convaincre, les rapports sur la misère terrible des ouvriers durant l'hiver passé. Déjà en 1863, le premier ministre Gladstone, considérant l'augmentation énorme des revenus pendant les vingt dernières années, s'exprimait ainsi : « Cette progression enivrante de la richesse et de la puissance publique est exclusivement limitée aux classes dirigeantes, » et depuis lors la situation ne s'est

guère améliorée ; elle s'est au contraire aggravée. Il n'est pas étonnant que les ouvriers anglais, que même les membres des associations aient perdu toute confiance dans les *Trades-Unions* telles qu'elles ont été organisées jusqu'ici, et que, envahissant de plus en plus le domaine politique, puisque l'État seul peut les aider, ils deviennent en réalité des socialistes-démocrates. Je le maintiens, l'exemple de l'Angleterre montre, non le triomphe des associations ouvrières, mais leur « fiasco ».

Progressiste. — Avant toute autre chose, je conteste énergiquement la prétendue conversion des ouvriers anglais au socialisme; c'est encore une de vos inventions. Justement, les derniers troubles de Londres ont procuré aux *Trades-Unions* l'occasion de manifester leur aversion, ainsi que celle de la grande pluralité des ouvriers, contre de pareils excès, et en même temps leur confiance dans les principes d'une réforme légale et paisible. Que les travailleurs anglais et principalement les membres des unions ouvrières se soient pendant ces dernières années vivement occupés de politique, cela n'a rien que de fort naturel, puisqu'ils n'ont reçu que depuis peu de temps le droit de vote, et que, absolument à l'instar des associations allemandes, elles se sont toujours efforcées de compléter et de renforcer l'aide mutuelle des communautés au moyen de la législation. Les treize représentants des ouvriers qui, à la suite des dernières élections sont entrés au parlement, sont tous des membres décidés

des associations. En ce qui concerne l'*état social en Angleterre*, il n'est certainement pas très satisfaisant, mais il est loin cependant d'être aussi déplorable que vous me le dépeignez. Il n'est pas permis de juger avec précipitation une situation sociale qui s'est développée pendant de longues années, d'après un hiver particulièrement pénible par la stagnation des affaires et les intempéries exceptionnelles.

Il n'est pas exact que la pauvreté se soit accrue. Le nombre des ouvriers assistés s'élevait en moyenne, pendant les années 1849-53, en chiffres ronds à 870,000, sur une population globale d'à peu près 18 millions; et pendant les années 1878-82, sur 26 millions d'habitants, en moyenne à 796,000. Ce nombre est donc tombé, pour la génération actuelle, de 5 à 3 pour cent de la population générale ! Certes, cette proportion est encore excessive, mais est-il équitable de rendre les associations ouvrières responsables de ce fait ainsi que de tous les autres maux présents ? Un million de membres des associations peut-il préserver les six autres millions de travailleurs contre tous les abus, torts et vices — comme d'une part le terrible amoncellement des propriétés foncières réparties entre quelques milliers de personnes et d'autre part les misères inévitables causées en grand nombre par l'ivrognerie, le jeu, la débauche, la paresse, les déréglements de tout genre ?

Vous exigez cela de nous; mais avez-vous déjà prouvé quelque part que la démocratie-socialiste peut accom-

plir un tel prodige, ou peut seulement effectuer ce que les associations ouvrières et les sociétés affiliées, caisses de secours, etc., ont déjà fait pour leurs adhérents ? Il n'est rien de plus facile et de plus commode que de critiquer, du haut du siège de l'utopie, toute la réalité présente, sans que l'on ait jamais rien fait soi-même pour l'améliorer. Si le système de la collectivité possède tant de raisons de préférence économique et répond si bien à la vraie nature de l'homme,pourquoi donc les socialistes n'ont-ils pas mis depuis longtemps en pratique sur une vaste échelle votre système dans les États occidentaux de l'Amérique du Nord et en Australie, où l'on pouvait et où l'on peut encore se procurer à peu près gratis des milliers de lieues carrées, et où l'on ne devait rencontrer l'obstacle ni du capitalisme ni du militarisme? Alors, mais alors seulement, on aurait pu comparer les expériences respectives, tandis qu'à présent la seule chose qui reste établie c'est que tous les essais de communautés socialistes tentés jusqu'à ce jour, tant en Europe qu'en Amérique, ont échoué misérablement, ou bien, si elles ont eu même quelque succès dans un cercle restreint, elles n'ont pas montré la moindre force d'expansion, ce qui est le critérium de la vitalité.

En revanche,quelle extension et quel succès la réforme sociale modérée, dirigée et opérée en Angleterre par les associations libres et les unions ouvrières n'a-t-elle pas déjà obtenus ! Tous les témoignages affirment un essor matériel et intellectuel des ouvriers anglais, tel que le monde n'en vit jamais pendant les quarante dernières

années. Lisez sur cette question l'ouvrage nullement optimiste de deux amis des ouvriers, J. M. Ludlow et Lloyd Jones, intitulé : *Progrès de la Classe ouvrière* 1832-67. Vous y verrez mentionnés les grands progrès réels accomplis pour la santé et la conservation de la vie, pour le salaire et la durée du travail, pour la nourriture et l'habitation, pour l'éducation intellectuelle et morale, pour la considération due à la classe ouvrière et pour son influence, progrès que même votre prophète, Karl Marx,a été obligé de reconnaître partiellement dans son livre : « *Le Capital* » et qui depuis cette époque ont encore sensiblement augmenté. Ainsi, pour ne citer qu'un chiffre, dès 1866 il y avait dans la seule ville de Sunderland 60 sociétés ouvrières de construction, avec 13,401 membres et un capital d'au delà 44 millions de francs. Gladstone ne l'ignorait pas, et c'est donc sur une fausse interprétation que repose le passage tant de fois cité de son discours de 1863, que relate votre exposé. Contrairement à l'idée que l'augmentation enivrante de la richesse aurait été limitée exclusivement à la classe des propriétaires, il dit littéralement dans son discours « que pendant les vingt dernières années, il s'est produit un tel *accroissement des ressources de l'ouvrier britannique* qu'on pourrait le déclarer presque sans exemple dans l'histoire de n'importe quel pays et de n'importe quelle époque, tandis qu'il se produisait simultanément une progression extraordinaire des revenus des propriétaires. » Preuve éclatante pour notre opinion, que les intérêts durables des différentes classes ne sont pas en contradiction, mais en harmonie !

La croyance commune qu'il n'y a en Angleterre que des riches et des pauvres n'a pas plus de fondement que nombre de thèses analogues. Des 6,800,000 familles, en chiffres ronds, que comptaient en 1880 la Grande-Bretagne et l'Irlande, 1,800,000 jouissaient d'un revenu variant de 3,750 à 15,000 francs : elles forment, il me semble, une classe moyenne suffisante, à laquelle nous sommes d'avis que l'on pourrait ajouter des milliers de familles de travailleurs possédant des revenus de plus de 2,500 francs. En ce qui concerne l'allégation d'une dépossession et d'une pauvreté croissantes, je vous renvoie à la statistique officielle, de laquelle il résulte que les *seules sociétés libres, appuyées sur leurs forces strictement personnelles, les caisses de secours et les unions ouvrières,* qui envoient à l'administration centrale britannique leurs comptes annuels, *possédaient au commencement de l'année* 1880, *avec au-delà de* 6 *millions de membres, le trésor gigantesque de* 68 *millions de livres sterling, c'est-à-dire* 1700 *millions de francs, et que pendant les trois années suivantes elles augmentèrent de* 300.000 *membres et* 275 *millions de francs.* Les 16,000 unions, qui ont assuré ce résultat aussi étonnant qu'édifiant, sont presque exclusivement composées et fondées par des ouvriers. Ces chiffres, que, pour ainsi dire, nul ne connaît, devraient être répandus dans chaque chaumière, comme des *trophées de la libre union des ouvriers*, pour prémunir les esprits contre les enseignements erronés du socialisme d'État et de la démocratie-socialiste. Soutiendrez-vous encore mainte-

nant que les ouvriers ne peuvent pas faire des économies et que spécialement les ouvriers anglais deviennent par leurs associations de plus en plus pauvres et plus misérables ?

Faut-il enfin parler de cette assertion surannée que les associations ouvrières fournissent des recrues à la démocratie-socialiste, proposition que (cela va sans dire) tous les adversaires des associations répètent docilement d'après les leçons de M. Bebel ? — Que votre parti lui-même n'y croit plus, cela est aveuglant de clarté. Depuis quand une armée hait-elle et poursuit-elle son école de recrues ? Si des soi-disant libéraux croient au moyen de cette rodomontade renverser les associations ouvrières, ils devraient cependant considérer que cette phrase n'est qu'un cliché dérivant de cet autre plus vieux encore : « Le libéralisme est le précurseur du socialisme »; ils devraient par conséquent éviter que le coup qu'ils croient porter ne se retourne contre eux et ne les blesse en pleine figure ! Quiconque s'occupe, si peu que ce soit, des affaires réelles du mouvement ouvrier — malheureusement, même parmi les « hommes publics » combien peu s'en préoccupent ! — sait au contraire qu'il n'y a point de protection plus sûre contre les appâts du socialisme que l'association ouvrière. En effet, c'est seulement par les services vraiment utiles,pratiques et positifs rendus à la classe ouvrière par les associations et par les réformes que celles-ci préconisent que la démocratie-socialiste sera réellement vaincue et supprimée dans les opinions mêmes des travailleurs.

Il en est ainsi, dans de grandes proportions, en Angleterre où, comme on sait, le chartisme de la démocratie-socialiste a été complètement écarté par les *Trades-Unions*. De même en Allemagne, tandis que depuis des années les grands propriétaires ruraux, les protectionnistes et les socialistes d'État servaient admirablement les intérêts de la démocratie-socialiste, les membres des associations résistèrent presque seuls au charme captivant de leurs théories pour se grouper toujours plus résolument et plus fermement autour de l'étendard de la réforme ouvrière pacifique. Il y eut naturellement aussi des exceptions — des transfuges, des renégats, comme dans tous les partis — mais elles furent certainement moins nombreuses que les exemples notoires de démocrates-socialistes devenus des membres zélés et convaincus des unions ouvrières. Je peux donner, en parfaite connaissance de cause, à l'immense majorité de nos partisans ce témoignage honorable que l'hésitation et l'incertitude qu'on pouvait remarquer pendant les premières années de notre mouvement, ont complètement cessé, et que les esprits sont animés de la conviction la mieux assurée et de la plus grande confiance dans la victoire finale des associations.

Socialiste. — Je n'y crois nullement. Nos corps de métiers et nos unions, qui déjà sont très répandus et croissent sans discontinuation, ont pour but et procurent tout le bien que donnent réellement les asso-

ciations ouvrières, et beaucoup plus encore. Leur but est également d'améliorer la condition de l'ouvrier provisoirement dans la manière actuelle de production. Nos unions ne sont pas aussi faciles à apprivoiser que certaines autres associations; au contraire, elles marchent résolument en avant, quand il s'agit des droits et des intérêts des exploités, et elles ne craignent pas la grève, car la grève excite et élève l'*esprit de corps* des travailleurs, ce qui est la chose la plus importante pour l'avenir. A la réalisation de ce but contribuera aussi l'instruction qui est donnée aux ouvriers dans les unions de métiers sur les grandes lois du développement économique et social et qui trouve surtout son expression dans notre participation à la législation ouvrière. C'est ainsi que nos unions de métiers travaillent à la fois pour le présent et pour le futur et combinent le mieux l'utilité pratique avec la préparation de la réforme fondamentale et idéale.

Progressiste. — C'est précisément dans cette combinaison fictive que repose l'erreur profonde des unions de métiers, laquelle finira par empêcher tout résultat fructueux. La ruine totale, la plus rapide possible, de l'État et de la société — bien que beaucoup de vos partisans l'ignorent — est le but propre de vos unions de métiers; tout le reste n'est que moyens pour arriver à ce but et ressemble à un miroir à alouettes par lequel la démocratie-socialiste cherche à attirer les ouvriers qui

ne sont pas encore ses adeptes (1). De même que dans la chasse aux canards sauvages, les buts pratiques de ces unions présentent un accès large et inoffensif d'après les apparences; les canards s'y engagent en toute tranquillité et se trouvent finalement enlacés dans les mailles étroites du parti. Vous laissiez tantôt entrevoir une chose analogue, en préconisant le réveil et l'augmentation constante de l' « esprit de corps » comme le devoir essen-

---

(1) Il faut remarquer un fait intéressant : la démocratie-socialiste répudiait originairement l'organisation des professions des ouvriers. Lasalle fonda ainsi, non des associations, mais seulement l' « Union générale des ouvriers allemands », sans distinction de vocations. Ce ne fut que cinq ans plus tard, lorsque cette Union générale périclita fortement, et que d'autre part son existence était menacée par la fondation si féconde de véritables associations ouvrières, que le président, qui était à cette époque von Schweitzer, conçut l'idée d'une « corporation de métiers » à laquelle la direction du parti, MM. Bebel et Liebknecht, fut obligée, malgré elle, de rendre hommage ; mais la lutte se continua pendant longtemps encore dans le camp socialiste sur la question de savoir *si l'organisation des métiers n'était pas opposée aux principes de la démocratie-sociale*, puisque cette organisation avait pour effet de diviser les travailleurs et ressemblait donc à la forme défectueuse de la société actuelle. Enfin on reconnut le système corporatif de métiers à titre d'instrument d'agitation ; mais leur projet d'organisation des chambres ouvrières démontre qu'aujourd'hui même les démocrates-socialistes ne se font pas encore une idée exacte d'une union professionnelle.

tiel au premier chef des unions de métiers; car l'esprit de corps, tel que vous l'entendez, conduit nécessairement à la démocratie-socialiste, dont le premier article de foi est l'inséparabilité de l'économie sociale et de la politique, fût-ce même de la politique la plus exclusive de parti. Ce que vous reprochez aux associations ouvrières comme un crime capital c'est d'être les instruments et les annexes d'un parti politique; cette accusation se retourne contre vous et frappe au cœur vos corps de métiers et vos unions professionnelles, qui sont les véritables écoles de recrutement pour la démocratie-socialiste.

Il résulte de cela que les unions professionnelles, en tant qu'elles forment une organisation de métiers, restent loin en deçà des associations ouvrières. Ce ne sont pour ainsi dire que des imitations affaiblies de nos associations. Vos unions professionnelles n'ont en majeure partie pas atteint une seule fois à l'organisation *nationale*, mais elles se sont arrêtées au degré inférieur de la réunion *locale :* par cela même leur utilité et leurs effets pour les ouvriers sont déjà considérablement restreints. Vos unions sont également limitées au point de vue du temps; elles sortent parfois de terre comme des champignons, s'élèvent bientôt à une taille gigantesque et provoquent dans le monde un bruit plus gigantesque encore; mais cherchez-les, quelques semaines ou quelques mois plus tard ; vous les trouverez réduites à un petit groupe de membres et à une caisse à peu près vide, si même elles n'ont pas disparu tout-à-

fait; ordinairement c'est la perspective d'une augmentation prochaine des salaires qui amène en masse les ouvriers vers une telle « Union de grève ». Si par exception la grève réussit, la plupart se retirent parce qu'ils ont atteint leur but; si elle ne réussit pas, le résultat est le même sous l'influence du mécontentement et du dépit; c'est au contraire ce qui n'a jamais lieu dans une organisation durable, se développant constamment et survivant aux triomphes ainsi qu'aux déceptions, telles que nos associations ouvrières. C'est pour cette raison aussi que le plus grand nombre des unions de métiers n'arrivent généralement pas à participer aux institutions les plus salutaires pour les ouvriers, résultant de la *propagande*, ainsi que de la *continuité* et de la *durée* des efforts. L'enseignement des unions des métiers, qui fut tant vanté récemment, ne constitue pas une éducation véritable; ce n'est qu'une initiation uniforme aux dogmes de la démocratie-socialiste. D'ordinaire, ces unions ne constituent pas même une bonne bourse du travail; elles offrent bien moins encore la protection légale et le soutien aux ouvriers sans ouvrage. Les unions de métiers ne connaissent point la fusion si naturelle et si utile de ces deux mesures si favorables aux ouvriers; leurs membres sont abandonnés aux caisses centrales de malades, destinées quelquefois indifféremment aux plus diverses professions ; parfois même ils n'ont du recours qu'aux caisses établies par l'État; jamais une union professionnelle ne s'est encore appliquée au devoir sacré — que cherchent à remplir les

associations ouvrières au moyen de leurs caisses d'invalides — de garantir les *invalides du travail* contre la mendicité et la misère. Bref, votre affirmation que les unions de métiers faisaient autant, voire plus de bien que les associations ouvrières m'apparaît comme une grande erreur.

Socialiste. — Les caisses d'invalides des associations ouvrières ont fait un « four » complet. Jugez-en : En 1869, fut fondée la Caisse d'Invalides de la Fédération, elle fut vantée aux ouvriers comme la perle des associations. Moyennant une cotisation de 10 pfennings (12 centimes) par semaine, la caisse garantissait après un délai de 5 ans une pension hebdomadaire de 4 marks 50 pfennings (5 francs 60 centimes). Des milliers d'ouvriers se laissèrent tenter. Et qu'arriva-t-il ? Après quelques années d'essais, on constata l'existence d'un énorme déficit, prévu et prédit d'ailleurs par des hommes compétents qui avaient remarqué que la cotisation était trop minime. On prolongea alors le délai de 5 à 15 ans. Mais les ouvriers qui avaient apporté leurs deniers pendant dix ou douze années n'avaient droit à rien, en cas d'accident, par le motif que le délai de 15 ans n'était pas accompli. C'est ce qui arriva notamment à un ouvrier aveugle, Pampel, à Berlin. Celui-ci, désespéré, s'adressa à la préfecture de police, laquelle fit une enquête. L'affaire s'ébruita, devint publique. Toute la presse, même la presse progressiste exprima son indi-

gnation. Entre temps, on réduisit encore la pension qui descendit à la somme de 2 marks 25 pfennings (2 francs 80 centimes) chaque semaine. C'était trop peu pour vivre et trop pour mourir. Vous voyez à présent clairement la situation de vos caisses d'associations, elles sont à jamais jugées.

Progressiste. — De même que les *Trades-Unions* anglaises, les associations d'Allemagne prospéreront un jour ; ce mouvement a déjà visiblement commencé. En effet, si la « caisse d'invalides » n'a pas donné des résultats satisfaisants, c'est qu'elle a eu beaucoup à souffrir. Ses fondateurs n'ont pas à rougir de leur œuvre due à leur dévoûment désintéressé. Ils ne purent en prévoir les grandes difficultés et cherchèrent avant tout l'approbation d'un homme excessivement compétent, le docteur Auguste Zillmer. C'est donc une calomnie que d'affirmer que les fondateurs ont agi avec légèreté et ont même trompé les ouvriers.

Socialiste. — Bien ! mais pourquoi les présidents des caisses n'ont-ils pas pris en considération les avertissements de spécialistes éminents et même de députés libéraux qui leur disaient que les cotisations étaient insuffisantes ?

Progressiste. — Parce qu'ils savaient que les opi-

nions étaient fort partagées. Le dénombrement officiel fait dans toute l'étendue de l'Empire en 1883 pour toute l'industrie a donné la proportion de 28,1 invalides sur 1000 ouvriers actifs. Or, le docteur Zillmer avait pris pour base de ses raisonnements la statistique de 1869 qui accusait sur 1000 ouvriers actifs un nombre même de 56 invalides. Mais nos calculs furent renversés par un événement extraordinaire, imprévu, la *guerre franco-allemande,* qui enleva à la caisse d'invalides son appui le plus important, celui de la plupart de ses jeunes adhérents. Il fallut alors prolonger le délai de 5 à 15 ans. Cette mesure fit jeter les hauts cris aux gazettes socialistes et réactionnaires qui déclarèrent que faire attendre pendant 15 ans une pension à ses membres était une atrocité. Elles savaient bien pourtant que d'autres caisses d'invalides, surtout celle des typographes, exigeaient un délai de 15 et même de 20 ans ! Est-il donc si dur pour un ouvrier de 20, 30 ou 40 ans, qui se fait inscrire dans une caisse, d'attendre 15 ans pour avoir droit à sa pension viagère, (il sera âgé seulement de 35, 45 ou 55 ans); d'autant plus qu'en cas d'accidents les caisses d'invalides payent pendant six mois une pension aux ouvriers réduits à un chômage forcé ! Pendant ce temps, ce sont les caisses de malades qui paient. Et c'est par ces exagérations et d'autres pareilles que le peuple a été induit en erreur dans l'affaire Pampel. C'est à cause de celle-ci que la police saisit nos livres en l'année 1883. L'association fit preuve en ce moment d'une activité inébranlable, d'une confiance absolue; elle sauva

son honneur, quoique déjà les ennemis fussent triomphants. On lui restitua ses livres en lui donnant le conseil de rechercher l'approbation de l'État; ceci fut fait et l'approbation de l'Etat lui fut accordée.

Malgré toutes les difficultés, nos caisses d'invalides ont fait beaucoup de bien et séché beaucoup de larmes amères au sein des familles ouvrières. Jusqu'à la fin de 1885, la caisse d'invalides, possédant environ 5000 membres, a réparti entre 490 de ceux-ci une somme de 6764 marks (8,456 francs) pour dépenses en bains et autres soins, sous l'influence desquels un certain nombre d'ouvriers retrouvèrent leur santé et leurs aptitudes au travail, et une somme de 368,757 marks (460,946 francs) à titre de pensions d'invalides, soit un total de 375,521 marks (469,402 francs) et en même temps elle aura fait, grâce aux seules cotisations volontaires de ses membres, une fortune de 262,688 marks (328,360 francs). Dans la caisse d'invalides des constructeurs de machines, avec à peu près 10,000 membres, il y avait, y compris 5129 marks (6412 francs) pour soins généraux, 165,460 marks (206,825 francs) et en outre, jusqu'à la fin de l'année 1885, un capital de réserve de 71,300 marks (89,125 francs) et après avoir payé tous les invalides, la caisse possédait encore un actif de 188,115 marks (235,144 francs). Ainsi, plus d'*un million de marks* (1,250,000 francs) a été donné par les deux caisses des associations allemandes pour secourir des membres invalides.

D'après les soupçons des socialistes, nos recettes sont insuffisantes et notre fortune s'amoindrit. Il suffira pour faire justice de cette allégation de mettre devant vos yeux les comptes revisés de l'année 1885, *Recettes* : (sans report de 1884) 779,776 marks (974,720 francs) dont 754,933 marks (943,267 francs) de cotisations courantes. *Dépenses* : 707,658 marks (884,573 francs), dont 616,564 marks (770,705 francs) pour secours aux malades et frais de funérailles; soit un *excédant* en faveur des recettes de 72,118 marks (90,147 francs), c'est-à-dire 9 3/4 pour cent du montant des recettes.

La fortune totale des caisses de secours des associations ouvrières s'éleva, à la fin de 1885, pour 44,839 membres, à 394,550 marks (493,188 francs), ce qui donne 8,80 marks (11 francs) par membre. En particulier, chez les ouvriers en porcelaine, il revenait à chacun 19,10 marks (23,88 francs); chez les marchands 18,30 marks (22,90 francs); chez les lithographes, 15,70 marks (19,62 francs); chez les charpentiers, 10,90 marks (13,62 francs); chez les chaisiers, 10,55 marks (13,19 francs); chez les constructeurs de machines, 9 20 marks (11,50 francs); etc. Par contre, la fortune de la caisse centrale des menuisiers, création socialiste, à la fin de l'année 1885 ne s'éleva qu'à 264,471 marks (330,589 francs), c'est-à-dire 3,70 marks (4,62 francs) par membre. Et pourtant cette caisse existe déjà depuis 1876. Son administration, en 1885, ne coûta que 6 1/2 pour cent des recettes, à cause de sa centralisation, tandis que celle des 19 caisses

de secours des associations ouvrières nécessita en général 10 1/2 pour cent de leurs recettes. On soupçonne ces caisses de donner à leurs employés des appointements élevés. Ce soupçon n'est pas fondé : car les caisses de secours n'ont pas payé un centime pour les appointements du syndic des associations, qui sont de 3750 francs (3000 marks).

Dans une situation plus défavorable encore que la caisse centrale des menuisiers, se trouvent la plupart des autres caisses « centralisées » et socialistes. Celle des cordonniers, par exemple, ne pourrait guère répartir que 2,86 marks (3,56 francs) par tête; celle des ouvriers en métaux qui était composée de 42,869 membres, mais dont le nombre tomba en 1885 à 33,210, ne possède que 2,20 marks (2,75 francs) par adhérent.

Enfin, la caisse centrale des ouvriers de fabriques et de manœuvres à Dresde a dû être fermée en 1886, parce qu'elle ne pouvait plus remplir ses engagements vis-à-vis des malades.

Au contraire, la caisse des malades de notre association d'ouvriers de fabriques et de manœuvres a donné en 1885 un excédant de 27,873 marks (34,841 francs). Les membres, répandus dans toute l'Allemagne, gagnent-ils peut-être des salaires doubles ? Nullement. — D'après notre statistique des salaires du travail de toutes les associations ouvrières et unions locales en 1885, il y avait des ouvriers qui gagnaient à peine 6, 7 ou 8 marks (7,50, 8,75 ou 10 francs) chaque semaine.

Socialiste. — Vous avez employé toutes vos forces à diriger vos associations vers le système des caisses de secours. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que vous aboutissiez à quelque résultat favorable. Mais, qu'est-ce que les associations ouvrières allemandes ont fait de plus pour leurs membres? Les *Trades-Unions* anglaises et les Unions de secours des typographes allemands ont du moins, depuis leur origine, procuré une pleine assistance à leurs affiliés en voyage ou sans travail et ont ainsi réussi à limiter plus étroitement la véritable misère de l'ouvrier. Vous même, vous mentionniez tantôt les chiffres qui concernent l'Angleterre. L'union des typographes allemands a dépensé également des sommes très considérables en vue d'une véritable association ouvrière et a pu de cette manière produire une amélioration réelle de la situation ouvrière, dans le domaine de cette profession. De la part de Hirsch et de Dunker on n'entend point parler d'une pareille assistance; ceux-ci sont déjà contents quand ils peuvent réunir quelques marks pour les maladies et les funérailles, ou accorder une assistance aux invalides. Or, le plus grand devoir d'une association ouvrière, lequel d'ailleurs se lie très intimement avec la politique du salaire et qui, à notre époque d'excès de production, est urgent à plus d'un titre, en un mot le devoir d'assister les ouvriers sans travail, ne les préoccupe pas le moins du monde.

Progressiste. — Vous enfoncez des portes ouvertes,

mon cher, quand vous me représentez, ainsi qu'à mes compagnons les fruits d'une garantie contre le manque de travail. Lisez les programmes et les statuts de nos associations depuis 1868, et dès l'origine vous trouverez clairement exprimée la parfaite appréciation de ce besoin pour l'état ouvrier. Mais, en hommes pratiques, nous avons reconnu non seulement les avantages, mais aussi la quantité de difficultés et de frais de cette espèce d'assistance, et nous avons appris également que les *Trades-Unions* et l'association allemande des typographes ne l'ont introduite que longtemps après leur fondation, quoique leurs membres gagnassent considérablement plus que la grande masse de nos associés. Ainsi, l'association des typographes, fondée en 1866, a seulement introduit en 1875 l'assistance des voyageurs et en 1880, celle des ouvriers sans travail. Comparativement plus tôt, déjà en 1878, bientôt après que nos associations eurent obtenu les bases solides, nécessaires principalement pour l'institution d'une caisse de secours, le syndic de la Fédération lança un appel à toutes les associations, les invitant à mettre résolument la main à des mesures de protection contre le manque immérité de travail. Depuis cette époque, nos efforts pour mener à bonne fin cette mission n'ont point discontinué; pas à pas, comme il convient à une association ouvrière, nous nous sommes approchés du but.

La statistique du travail fournit la base désirée : à la suite de renseignements d'une haute valeur sur le tra-

vail tant dans des endroits déterminés que sur toute l'étendue de l'Allemagne, l'on procura aux ouvriers sans travail la meilleure assistance possible et à un grand nombre de nos adhérents non seulement une occupation quelconque mais une occupation convenable, rémunératrice, telle que jamais un « droit au travail » organisé par l'État n'est à même de donner. Puis, on décida que les cotisations auxquelles les différentes caisses auraient droit de la part des membres sans travail, leur seraient payées pour ceux-ci par l'association locale, de sorte que même après l'expiration du délai fixé par les statuts, le droit restait aux membres de recourir aux caisses de secours, même lorsque le chômage était de longue durée.

De cette manière, en premier lieu, la garantie des maladies, des funérailles et des invalides devint pour les ouvriers une réalité parfaite. Vous pouvez reconnaître que l'alliance des caisses de garantie avec l'association ouvrière offre justement pour les premières comme pour les membres eux-mêmes un immense avantage que rien ne peut remplacer : ni les caisses établies par l'État qui n'accordent pas même de délai et qui, à chaque interruption d'occupation, brisent les liens de garantie — ni vos caisses centrales qui, après l'expiration du délai fixé par les statuts font cesser la participation et tous les droits des ouvriers sans travail ! C'est certes un coup fort dur pour l'ouvrier âgé, qui a payé des cotisations pendant de longues années, sans prétendre à l'assistance, et qui se voit repoussé comme

un ouvrier sans travail précisément au moment où il aurait le plus grand besoin de cette assistance. Le « *denier de l'association* » qu'ont à verser chez nous les membres occupés et qu'exploitent si odieusement contre nous vos orateurs, est donc aussi d'un très bon rapport, spécialement pour la garantie contre les maladies et la mort.

Enfin, quelques-unes de nos associations ont fait déjà le dernier pas et le plus difficile. Depuis longtemps, dans tous les *cas de besoin extraordinaire*, tels que malheurs de famille, inondations, incendies, etc., toutes les associations ont prêté leur aide et assistance à profusion, et elles ont à cet effet dépensé beaucoup de milliers de francs. Mais actuellement il s'agit d'accorder à tout membre qui est indûment sans travail ou est en voyage à la recherche du travail,une assistance continue et suffisante; et cette prestation qui chez plusieurs de nos associations est déjà instituée,sera bientôt généralisée et formera le couronnement de notre œuvre de secours. Ajoutez-y la protection salutaire devant la justice qui garantit nos membres contre des procès injustes ou téméraires, en même temps qu'elle poursuit jusqu'en dernière instance, aux frais de l'association, en totalité ou en partie, nos droits, pourvu qu'ils soient fondés, et nos plaintes, pour écarter l'injustice, surtout dans les relations ouvrières : il en résulte que, *grâce aux associations ouvrières, les travailleurs rencontrent la protection et la sécurité dans toutes les circonstances de la vie, dans tous les dangers et dans tous les besoins.*

Ajoutez-y encore tous les autres avantages si importants du genre économique, intellectuel et moral, notamment les tendances vers l'éducation, le développement de la vie sociale et d'autres réformes utiles, enfin le commerce amical entre nos sociétaires dans toute la patrie, de telle sorte qu'un compagnon étranger trouve partout non seulement des bénéfices mais encore un accueil fraternel, comme s'il rentrait dans une grande famille.

Considérez cette quantité immense d'avantages et de bienfaits que donne le « denier de l'association » ! Demanderez-vous encore maintenant, à quoi servent les associations ouvrières ?

Socialiste. — Mais comment se fait-il alors que procurant ces avantages multiples et importants, que vous attribuez aux associations ouvrières, celles-ci rencontrent si peu de sympathies au milieu des ouvriers allemands ? Qu'est-ce, en effet, que 50,000 membres sur tant de millions d'hommes dont se compose la population ouvrière allemande ? Il faut donc qu'il y ait là quelque chose qui louche ! Même des autorités des associations déclarent que les unions de Hirsch et de Dunker ne progresseront pas, parce qu'elles ne sont pas sorties de la classe ouvrière même, mais qu'elles ont été organisées artificiellement d'après un système général et théorique et qu'elles ont été empêchées de se développer naturellement, et indépendamment, par leur centralisation sous la direction d'un syndic. Surtout, les petites associations

se fient au secours et à la fédération de l'alliance fédérative, au lieu d'agir par elles-mêmes, et elles restent de la sorte faibles et stériles. Les puissantes associations anglaises ne forment pas une pareille alliance, et l'excellente union d'assistance des typographes allemands ne s'est point affiliée à votre fédération. J'ai appris qu'au sein même de celle-ci il existe une fermentation dangereuse : Différentes associations sont fatiguées de payer les cotisations élevées, les impôts d'agitation et les abonnements à l'organe de la fédération, sans recevoir en échange aucun avantage suffisant ; et avant tout elles ne veulent pas que la fédération, par ses caisses de secours, empiète sur le domaine des unions professionnelles. Plût au ciel que vos associations secouent enfin ce joug pénible ou du moins qu'elles en relâchent les liens, afin que le libre mouvement de leurs membres ne soit pas entravé plus longtemps ! Alors, mais alors seulement, votre organisation deviendra grande et influente, autant que son essence le lui permettra, et elle donnera certainement à ses membres plus qu'elle ne leur a donné jusqu'à ce jour.

Progressiste. — Oui, je le crois bien ! Vous, ainsi que tous les ennemis de l'organisation libre des travailleurs, vous regardez d'un œil chagrin notre fédération solide et durable. C'est tout naturel, puisque cette fédération constitue la personnification et la représentation pure et simple du principe des associations ouvrières, et que

vous savez très bien que « l'Union fait la force ». — Votre base menace ruine de tous les côtés à la fois. Il est historiquement faux que les associations allemandes aient été fondées artificiellement en vertu d'un système théorique. Cette assertion est régulièrement liée à cette autre facile à réfuter, à savoir que la fondation émane du parti progressiste. L'une et l'autre appartiennent au domaine de la fable. Certes, la première impulsion et la première résolution vinrent de notre syndic actuel, le docteur Hirsch ; mais est-ce que, en quelques mois, plus de cent associations locales exclusivement composées d'ouvriers auraient pu se former dans les parties les plus diverses de l'Allemagne, si de vastes cercles d'ouvriers n'avaient pas vaguement déjà senti le besoin d'une organisation et s'ils n'avaient pas réalisé par leurs forces élémentaires ce mouvement qu'éclaira le docteur Hirsch, son instigateur. Ce ne fut pas par le docteur Hirsch, mais par la commission industrielle de Berlin, composée de 70 représentants des ouvriers de presque toutes les professions, qu'en automne 1868 les « statuts-modèles » furent élaborés ; à peine étaient-ils publiés, avec la remarque expresse que les affiliés de chaque métier pouvaient créer leurs statuts d'après leur convenance propre, qu'un vrai mouvement d'enthousiasme éclata dans la capitale de l'Empire, dans les provinces de la Prusse et bientôt aussi dans d'autres pays allemands : c'est à ce mouvement que l'on devait au bout de l'année 267 associations locales avec 30,000 membres payants.

Lorsque vous parlez d'une « organisation artificielle et théorique », vous confondez sans doute les associations ouvrières avec « l'union générale des travailleurs allemands socialiste, » créée par Lasalle en 1863, et sur laquelle on peut ainsi s'exprimer effectivement. C'est sur le modèle de cette dernière que Schweitzer et Fritsche, en 1868, mirent en scène leurs « cercles ouvriers » avec leurs statuts, un système fédératif et une présidence de la fédération établis d'avance de toutes pièces. En opposition marquée à cette « dictature » se placèrent les délégués des constructeurs de machines berlinois qui, à l'exception du docteur Hirsch, étaient tous camarades de la même profession, au Congrès ouvrier tenu à cette époque, où ils réclamèrent une organisation *pratique*, vraiment démocratique. C'est sur cette base que se fondèrent les « associations ouvrières allemandes ». D'abord les ouvriers et compagnons d'une profession formèrent des réunions *locales*. Après que cinq associations locales d'un même métier se furent constituées elles s'assemblèrent librement, au moyen de leurs représentants, en une *association nationale* ; et ce développement s'effectua si lentement que maintes associations — notamment celles des lampistes et des marchands — y employaient huit à dix années. Et enfin, après que déjà plusieurs centaines d'associations locales et huit associations nationales se furent organisées, le sentiment et l'intérêt communs, ces vertus attractives si puissantes de la Société humaine, conduisirent naturellement à une *fédération* des associations ouvrières allemandes. C'est ce qui arriva

à la Pentecôte 1869, à la suite de longues et utiles réflexions et d'une délibération commune des délégués des différents métiers et des diverses contrées, laquelle avait eu lieu à Pâques de la même année.

Y a-t-il là quoi que ce soit de condamnable ou seulement d'extraordinaire ? Assurément, pas pour l'Allemagne où, avant comme après, tous les mouvements économiques un peu considérables ont eu pour but et en grande partie pour résultat de former des fédérations : citons les Sociétés économiques, les unions d'éducation, mais avant tout les unions des patrons, dans l'agriculture, dans les métiers, dans la haute industrie, dans le commerce. D'une part l'exemple, d'autre part le danger de l'oppression par les efforts concentrés des adversaires, surtout de la démocratie-socialiste si bien organisée, ne devaient-ils pas indiquer aux jeunes associations ouvrières la nécessité de s'unir étroitement! Et aujourd'hui, où nous sommes en présence du socialisme d'État, où les industriels se réunissent en sociétés puissantes, où l'on veut faire revivre les anciens corps de métiers ; c'est à ce moment que les associations combattues de droite et de gauche iraient relâcher ou dissoudre leurs liens fédératifs ! Un *ami* ne saurait donner un pareil conseil !

Socialiste. — Le fameux professeur L. Brentano dont les écrits sont presque tous favorables aux associations ouvrières, n'est-il point un peu l'ami de ces der-

nières ? Et pourtant, ce savant a, depuis 1879, blâmé avec vivacité, dans son livre « sur l'assurance des ouvriers », la constitution actuelle des associations allemandes ainsi que leur fédération, et il en a préconisé chaleureusement une réforme fondamentale. Vous ne pouvez pas contester que les *Trades-Unions* et l'association des typographes soient devenues puissantes sans avoir eu besoin de se fédérer.

Progressiste. — Ces deux derniers cas ne prouvent rien ; car dans l'un et l'autre les principes de leur existence sont tout différents. L'Angleterre n'est pas l'Allemagne; la différence consiste avant tout en ce que l'ouvrier anglais est beaucoup plus partisan de l'utilité pratique, plus persévérant, et prêt à faire des sacrifices pour les sociétés, et est par conséquent plus à même de se contenter d'une union plus resteinte; les associations anglaises n'avaient pas à soutenir la lutte incessante contre les excitations et les attraits fantastiques de la démocratie-socialiste et d'autres partis. Et cependant, le besoin d'une fusion harmonique et durable de toutes les unions de travailleurs par professions s'est fait sentir plus pressant chaque jour malgré l'étendue étonnante du nombre d'associations particulières. Le congrès annuel des *Trades-Unions* est déjà devenu une espèce de fédération qui incontestablement s'étendra de plus en plus. — L'union allemande des typographes ne sent pas même le désir d'une expression commune — bien loin

de se prêter à une collaboration avec les compagnons d'autres professions — simplement, parce que les typographes sont la plupart — (quelques célèbres exceptions n'en méritent que plus de reconnaissance) — animés d'un esprit de corps exclusif. Les prenez-vous quelquefois pour modèles ? Et ne savez-vous pas avec quel plaisir les membres les plus clairvoyants et les plus industrieux de vos unions professionnelles auraient voulu rétablir une fédération ?

M. le professeur Brentano est, en effet, un ami des associations ouvrières, mais un ami souverainement platonique; il les aime et les défend dans leur développement historique tel qu'il s'est effectué surtout en Angleterre, et d'après l'idée qu'il s'en est faite et qui a d'ailleurs varié suivant le temps. Mais il n'aime pas, il ne comprend même pas les associations, telles qu'elles vivent, travaillent et luttent à présent. C'est ce qu'avait déjà démontré le fait suivant : lui, qui avait loué les Trades-Unions principalement à cause de leur garantie en faveur des malades, invalides et autres, a voulu récemment les dépouiller complètement de cette garantie pour la confier aux sociétés de garantie des classes aisées, qui, à son avis, seraient seules capables de remplir cette mission. Le jugement de cet homme sur le mouvement contemporain des associations ouvrières, surtout en Allemagne, est donc dénué de toute autorité ; son ignorance de la question et ses contradictions avec lui-même ont été établies d'une façon évidente par notre

syndic en 1879, ainsi que par des spécialistes savants(1).

L'appui d'autorités telles que les professeurs W. Ros-

---

(1) « *Les associations ouvrières allemandes et leur plus récent adversaire* » par le docteur Max Hirsch. Berlin 1879. — « *La question ouvrière et considérations spéciales sur les associations ouvrières allemandes* (Hirsch-Dunker) », par le docteur Karl Walcker, professeur agrégé des sciences politiques à l'université de Leipzig. Eisenach 1881, J. Bacmeister, éditeur. — Ces deux ouvrages sont écrits en allemand. Le dernier, qui est l'œuvre d'un savant impartial, présente un ensemble de faits et de renseignements sur les associations allemandes et contient en même temps de nombreuses indications littéraires. Il faut encore mentionner ici que les attaques dirigées contre les associations et contre leur fédération émanent surtout des sources suivantes : Louis Bamberger : « *La question ouvrière au point de vue du droit à l'union* » Stuttgart, 1873. — Docteur Rod. Meyer : « *La lutte pour l'émancipation du quatrième État* » vol. 1er, Berlin 1874. — Franz Mehring : « *La Démocratie-sociale allemande* » Brême 1877. — Ces trois écrits (en allemand) dont les auteurs se sont placés à des points de vue politiques et sociaux différents, voire opposés, renferment d'une façon étonnante contre les associations allemandes presque exactement les mêmes arguments qui n'ont cessé d'être produits contre elle. Aucun des trois n'a jamais appris à connaître personnellement les associations ouvrières lorsqu'elles se trouvaient à l'œuvre ou en activité; ils se sont bornés à approprier à leurs idées les statuts et les publications de ces associations. Les conséquences de ce procédé sont les notions les plus fausses, surtout en ce qui concerne la fondation par le parti progressiste.

cher, J. A. Lange, Ad. Held, G. Schoenberg, du conseiller intime Jacobi (Liegnitz), pèse autrement dans la balance que la taquinerie trop vivement personnelle de M. L. Brentano. La réforme fondamentale des associations et de la fédération, que demande ce dernier, rappelle d'une manière frappante la réforme des impôts commencée à la même époque par M. de Bismarck, laquelle indiquait moins un progrès vers des principes meilleurs qu'un retour à une situation mauvaise, et dès longtemps condamnée. M. Brentano désire expressément que les travailleurs allemands ne s'organisent que *localement* et qu'ils remettent le soin de leur garantie contre les maladies, des frais de funérailles aux caisses de l'État ! Son programme comme celui de tous les ennemis de la fédération, signifie donc déchirements intérieurs et affaiblissement ; ce n'est pas une réforme, c'est de la réaction.

Ce ne sont pas de pareils avis de M. le professeur Brentano qui vous permettront de le citer comme une autorité.

Socialiste. — Non, sans doute. Mais vous ne pourrez contester que vos associations doivent à la fédération d'être restées faibles, et que la fédération, au lieu de favoriser la grande question de l'émancipation ouvrière, dissipe ses forces en petites affaires intérieures, principalement en caisses de garantie.

Progressiste. — Je le conteste au contraire complè-

tement. La plupart des associations se sont, grâce à la fédération (comme on peut le prouver), enrichies considérablement en membres, en fortune et en prestations. Voilà le fait qui résulte incontestablement de la statistique et des rapports officiels et qui détruit victorieusement les affirmations courantes.

Au mois de juillet de l'année 1869, notre plus ancienne association ouvrière, celle des constructeurs de machines et des ouvriers en métaux, comprenant 32 associations locales, environ 7000 membres et une fortune de quelques milliers de marks (à la fin de 1869, 9156 marks ou 11,445 fr.),vint s'affilier à la fédération; après y avoir appartenu sans interruption pendant 17 ans, cette même association possédait en 1886, 250 unions locales, plus de 16,000 membres, et y compris sa caisse de secours et d'invalides, une fortune d'à peu près 420,000 marks (525,000 fr.) La participation à la fédération lui a donc valu de devenir, par un développement magnifique, la plus grande de toutes les unions professionnelles de travailleurs existant en Allemagne, tandis que son aînée de 3 ans, l'association des typographes, ne compte que 14,000 membres environ.

Toute proportion gardée, la croissance d'autres associations fédérées se présente encore comme plus forte. Les associations des ouvriers de fabrique et des manœuvres comptaient en 1869, 9 et actuellement 175 unions locales, avec 9.000 membres ; les menuisiers

comptaient 6, présentement 98 unions locales avec 6.000 membres ; les cordonniers en 1869 9, à présent 77 unions locales, avec 5.000 membres; les tailleurs en 1869 7, aujourd'hui 50 unions ouvrières avec 2.500 membres ; les ferblantiers possédaient en 1869 1, de nos jours 24 unions locales avec 15.000 membres ; les ouvriers en cigares et tabacs formaient en 1869 1, actuellement 28 unions locales avec 1.000 membres, etc.

Il est vrai que ces chiffres sont encore peu importants, proportionnellement au nombre total des compagnons de travail répandus dans tout l'Empire ; toutefois la faute n'en est certainement pas à la fédération, mais à la tutelle séculaire, à l'oppression et aux déchirements qu'ont subis les ouvriers allemands ; or, le meilleur plan d'organisation ne saurait effacer en quinze ans l'influence funeste de ces causes, surtout lorsqu'un désordre révolutionnaire de vues et de projets passionnés ou fantastiques, comme ceux du socialisme, contrecarre et paralyse le mouvement réformateur pratique des associations ouvrières. Pour ces motifs et d'autres circonstances très défavorables, et à cause de l'opposition de beaucoup de patrons et d'autorités, et aussi — ce qui n'est pas la cause la moins influente — des exigences des membres des associations, que celles-ci sont forcées de satisfaire, l'on peut juger satisfaisants et même considérables les chiffres de nombreuses associations particulières et le total de plus de 1000 unions locales et de 50.000 membres actifs de la Fédération.

L'expérience a pleinement confirmé cette opinion par deux faits : le premier c'est que les ouvriers organisés en corporation et les unions de métiers n'ont jamais atteint, par leur constitution différente et leur manque de fédération, pendant même une période plus longue que nos associations ouvrières, un nombre plus grand ou même égal de membres, et moins encore une situation financière aussi favorable. On ne peut rendre responsable de cet insuccès la loi sur les socialistes, car il n'y avait pas de loi semblable de 1868 à 1878, et après la publication de celle-ci une série d'unions de métiers ne fut guère plus inquiétée par les autorités que les associations ouvrières.

L'autre fait donné par l'expérience et qui constitue une preuve incontestable, c'est que ce sont les associations qui ont été infidèles à la fédération, et non celles qui ont continué d'en faire partie, qui ont dépéri et même disparu complètement. Une partie des associations locales des ouvriers de fabrique, des manœuvres et des constructeurs de machines se déclarèrent en 1870 « indépendants ». Depuis lors, elles végètent misérablement et ont perdu toute importance. Les associations des maçons et des orfèvres, dont la dernière était une des plus grandes, des plus riches et des plus florissantes unions, tant qu'elle resta affiliée à la fédération disparurent tout à fait de la scène, peu de temps après qu'elles eurent donné leur démission. Par contre, plusieurs autres associations, également fort grandes, qui, à la suite d'oppressions extérieures, d'une mauvaise direction

ou de discordes intestines,se trouvaient ébranlées, même à deux doigts d'une ruine totale, furent conservées et consolidées, grâce à l'aide réelle de la fédération ; il en fut ainsi des mineurs, des chaisiers, des ouvriers de fabrique et des manœuvres ; il en fut de même de l'association des constructeurs de machines et des ouvriers en métaux, en l'année 1877, lorsque par la défection d'un grand nombre de ses membres berlinois, un mouvement sensible de recul s'était fait sentir : l'intervention énergique de la direction fédérative se produisit alors fort à propos, comme on le reconnut généralement à cette époque.

Une *chaîne* bien remarquable, n'est-il pas vrai, que celle qui rend les *enchaînés* capables d'un mouvement progressif, pendant que ceux qui sont *libres d'entraves* s'arrêtent et périclitent !

Les statuts ainsi qu'une longue pratique révèlent les raisons de ce phénomène, fondées sur une relation justement mesurée entre la généralité et les unions particulières. La fédération n'a ni la volonté, ni le droit, ni le pouvoir d'empiéter sur l'indépendance des associations. Jamais les adversaires ne furent en état de prouver par des faits l'existence de pareils abus, affirmée seulement en termes généraux. On médit de la caisse fédérative pour les invalides, les femmes et les funérailles ; mais ces caisses ont leur raison d'être, car la plupart des associations, surtout en ce qui concerne la garantie des invalides, préfèrent spontanément aux

petites caisses spéciales une vaste caisse commune, comme étant plus vitale et plus avantageuse. Ces caisses ne possèdent d'ailleurs jamais un monopole ; quand d'excellentes intentions donnaient naissance à une caisse fédérative volontaire en faveur de voyageurs ou d'ouvriers sans travail, et que néanmoins cette organisation trouvait peu de partisans, ce champ d'activité important était abandonné sans difficultés aux associations particulières. De la sorte, il ne peut guère être question ici d'abus ; en revanche, rien n'autorise à croire que l'une ou l'autre branche de la garantie des travailleurs ne puisse être dirigée au moins aussi bien par la généralité et ne puisse être utile à titre de lien de la communauté. C'est ce dont l'expérience seule devra décider.

Mais, la mission véritable et propre de la fédération consiste dans la réciprocité des avantages, dans la perception des intérêts communs, dans une intervention nettement décidée pour l'idée vivifiante et dirigeante de tout le mouvement des associations. Quiconque est d'avis qu'une fédération solide et durable est inutile ou même nuisible, oublie que tout mouvement digne d'avenir doit reposer non seulement sur des intérêts particuliers (que ce soient même ceux d'une grande profession) mais encore sur des principes et des sentiments communs pour le salut de tous ; car il n'y a que ceux-ci qui excitent un enthousiasme durable, et il n'y a que l'enthouiasme qui puisse créer quoi que ce soit de grand et de permanent ! Cette solidarité de toutes les unions

professionnelles dans l'œuvre de réforme sociale trouve son expression et son appui dans la Fédération des associations ouvrières allemandes. Un tel idéal, principalement à notre époque éminemment réaliste, ne doit pas rester en suspens dans le domaine exclusif de l'imagination ; il doit passer dans la pratique et a besoin à cet effet de moyens matériels suffisants. C'est à cette destination que servent les contributions fédératives versées par les caisses des associations ouvrières, et s'élevant à 12 1/2 pfennings (15 centimes) par tête et par trimestre. Ce n'est certes pas une charge excessive si l'on considère les avantages qu'elle procure.

La Fédération prend soin avant tout de propager, d'éclairer et de défendre les associations de toute profession et de toute contrée d'Allemagne, suivant qu'il est nécessaire, et cette agitation comme on l'appelle, elle l'accomplit par des conférences, des feuilles, des brochures. Les grands avantages d'une telle propagande sont évidents, surtout grâce à la quantité plus considérable de forces intellectuelles et à une influence simultanée sur toute une série de professions. Il va sans dire que l'autorité expansive de chaque association, qui de son côté possède l'avantage de relations plus proches avec les professions, marche de pair avec le mouvement de la fédération. Ces deux principes se complètent pour le mieux. Que vous, démocrates-socialistes, vous ne soyez pas précisément favorables à ce mouvement, je le conçois sans peine : il vous a fait essuyer

déjà maints échecs ! — Ensuite, d'une non moindre importance sont l'échange des opinions et l'impulsion mutuelle dans les questions de principes comme dans celles de pratique ; c'est grâce à elles que les idées de progrès de chaque membre profitent aux autres. A ce but, en même temps qu'à la propagande, servent les assemblées communes et les séances locales, et tout particulièrement le conseil central et la diète de la fédération, représentant la généralité. L'organe fédératif « l'*Association ouvrière* » ne rend pas moins de services ; à côté de plusieurs publications spéciales des plus grandes associations, il exprime depuis dix-sept ans les sentiments et les efforts de l'organisation générale et agit ainsi d'une manière instructive et utile sur tous les membres. Autre avantage : grâce à un tirage considérable, il peut être fourni aux associations au prix très réduit de 35 pfennings (44 centimes) par trimestre.

Un autre champ d'activité de la fédération concerne directement la mission propre des associations : *l'obtention des conditions de travail et de vie les plus favorables possibles*. La fédération ne doit et ne veut nullement comme les *Knights of Labour*, les « Chevaliers du Travail » dans l'Amérique du Nord, revendiquer en premier ordre pour elle-même l'accomplissement de cette mission, d'ailleurs étroitement liée par de nombreux points de contact à chaque profession. Mais puisque la réforme des conditions du travail contient aussi au fond beaucoup de rapports communs avec les différentes pro-

fessions — je ne veux rappeler que les abus de l'apprentissage et de l'emploi des jeunes ouvriers, du travail à la tâche, des règlements de fabriques et d'ateliers, des chambres de conciliation — et puisqu'il est hors de doute que les progrès et les mouvements rétrogrades des différentes professions sont tellement connexes que chaque métier fait sentir son influence sur les autres, il convient d'accorder ici encore à l'organisation un rôle important pour le plus grand bien de toutes les professions. Son action consiste en premier lieu à diriger et à éclairer ces questions, qui, trop souvent, sont négligées à moins qu'elles ne soient traitées avec partialité et emportement (1). En deuxième lieu, quand il s'agit de résister

(1) Ceci se rapporte notamment à l'apprentissage et au travail par pièces. Les plaintes des patrons contre la licence effrénée, les infidélités au contrat, etc. des apprentis ont été prises suffisamment en considération dans les nouvelles lois sur l'industrie. Mais ce qui n'a pas reçu satisfaction, c'est l'emploi excessif d'apprentis de la part d'un grand nombre de patrons, ce qui cause un dommage considérable au perfectionnement, ainsi qu'à l'avancement futur des apprentis non moins qu'à la situation des aides et compagnons déjà expérimentés et généralement plus âgés, et finalement aussi à la situation des patrons consciencieux, par la concurrence effrénée du mauvais travail à bon marché des apprentis. Il y avait, par exemple, au printemps 1886, époque d'accalmie dans les affaires, dans huit fabriques de porcelaines allemandes, sur 121 peintres adultes, non moins de 438 apprentis. Une fabrique occupait, en proportion d'un

à l'oppression et à l'exploitation, ou d'intervenir pour des améliorations justifiées, elle affermira son influence et ses moyens par la protection qu'offre la généralité à chacun de ses membres en cas de nécessité. La fédéra-

---

peintre, 3o apprentis. Contre cette plaie gangréneuse de l'industrie et du travail, la législation est à peu près impuissante. L'exemple de l'Angleterre le démontre : c'est aux associations ouvrières et aux magistratures de conciliation qu'il faut demander le remède, et la fédération devrait veiller que le mal chassé d'une profession n'éclate pas plus vivement dans une autre. Le travail par pièces nuit également beaucoup aux ouvriers en leur imposant souvent une fatigue trop grande et par la pression des salaires. Le salaire à la tâche, cependant, pris en lui-même en et quelque sorte adapté aux facultés de chacun, constitue un progrès marqué dans le système des salaires; l'abandon absolu, par les unions professionnelles, de ce mode de salarier est une exagération aussi contre laquelle il faut se prémunir. Il s'agit pour les associations ouvrières de discerner les occupations susceptibles de ce moyen ou non, et en général d'écarter par l'union dans les industries qui s'y approprient les abus du salariat à la pièce.

Cet exposé n'est qu'un essai destiné à montrer comment les associations ouvrières et leur fédération sont en état de combattre avec succès, d'une manière *rationnelle* et *pratique*, beaucoup d'autres abus. Les moyens de les détruire, en grande partie inaccessibles à la législation, sont traités avec partialité par les unions professionnelles socialistes, et finissent ainsi par rester inefficaces.

tion sert donc pour ainsi dire de garantie dernière de toutes les associations particulières. Cette institution importante n'aura pas pour but d'appuyer les luttes ouvrières ; en général, elle s'efforcera par des moyens éminemment pacifiques d'obliger les patrons, en leur découvrant ses puissants moyens d'opposition et sa force de résistance, à accéder aux justes prétentions des travailleurs, plutôt que d'engager une lutte dangereuse.

La Fédération enfin — et c'est ce qui constitue le domaine de son activité la plus marquante — représente l'organisation générale au dehors, principalement auprès de la législature et de l'administration. Ce n'est que par cette concentration des forces de toutes les unions particulières qu'il a été possible aux associations ouvrières allemandes d'acquérir et de manifester jusqu'au sein même du parlement l'autorité et une influence immense et salutaire. Cette influence se montre déjà dans maintes lois, dans le sens de l'égalité des droits pour tous, de la liberté d'action, de la nécessité d'une protection. Grâce à ce procédé légal, sous la direction du syndic de la fédération, notre organisation a, depuis sa fondation jusqu'à ce jour, réclamé avec courage et persévérance l'intervention de l'État pour le bien de l'ouvrier, et souvent elle l'a obtenue au gré de ses désirs. Mais elle ne demandait pas que l'État intervînt, s'il nous est permis d'employer cette figure, pour construire les voûtes, les murs de soutènement, ce que les sociétaires se char-

geaient de faire au moyen de leurs ressources personnelles ; elle ne désirait de l'État que le toit protecteur de sa construction.

La fédération est devenue ainsi l'organe de ce nombre, de jour en jour plus puissant, de travailleurs qui tâchent d'amener une amélioration dans la condition de l'ouvrier d'une manière générale et sérieuse, mais sans nourrir des utopies ni prêcher une révolution brutale. La preuve de l'activité incessante de la fédération se trouve dans les innombrables assemblées, les pétitions, les exposés de griefs et les projets complets de lois, relatifs à la réglementation des métiers, aux devoirs de garantie, aux caisses de secours, à la réforme des douanes, au travail dans les maisons de correction, à la protection de l'ouvrier, surtout à l'interdicton du travail des enfants, aux mesures protectrices de la vie et de la santé, ainsi qu'à la surveillance active par des inspecteurs de fabrique, et à la reconnaissance légale des associations professionnelles. Et lorsque, à la diète de l'Empire, en l'an 1882, les soi-disant « amis de l'ouvrier » Ackermann et consorts apportèrent comme étrennes pour le nouvel an aux ouvriers allemands les *livres obligatoires du travail*, ce fut la direction fédérative qui, en quelques jours, par des assemblées grandioses, provoqua dans tout l'Empire et notamment dans sa capitale le mouvement public le plus puissant et le plus efficace des ouvriers allemands, au moyen d'un pétitionnement énergique en masse, par lequel, on fit tomber les mesures injustes de coercition,

cet attentat contre l'égalité, la justice et la dignité de la classe ouvrière ! Vous savez que même les démocrates-socialistes durent à ce moment suivre la puissante impulsion de la fédération et se joindre au pétitionnement qu'elle avait organisé -- réfutation frappante de l'accusation frivole en usage que les associations ouvrières allemandes ne rendraient hommage qu'à leurs caisses et seraient indifférentes au grand mouvement ouvrier. Au contraire, les associations ouvrières forment et représentent justement le mouvement ouvrier vrai et sincère de l'époque contemporaine. Elles seules pourront atteindre le but d'un perfectionnement économique, intellectuel et moral durable, lorsqu'on aura empêché, par une culture plus soignée des ouvriers, chez nous comme en Angleterre, que les associations ne dégénèrent en démocratie-socialiste ou en socialisme d'État !

Mais quoique sans doute vous ne partagiez pas ces dernières considérations, vous aurez toutefois gardé de cette discussion une opinion tout autre de la fédération et vous souscrirez à ma conclusion : quiconque veut le progrès extérieur et intérieur des associations ouvrières, doit vouloir également les constituer en une fédération efficace et féconde en résultats utiles. Les adversaires des associations ouvrières ont assurément le droit d'appliquer à notre fédération la règle : « *Divisez pour régner* ». Mais nos compagnons et nos amis, sans renoncer à des réformes véritables et positives, abondent sûrement dans le sens de leurs militants prédécesseurs

et arrivent ainsi qu'eux à la résolution d'*écarter résolument tout ce qui pourrait mener à l'affaiblissement de la fédération !*

Socialiste. — Soit ! nous verrons bien ! En attendant, je compte encore avec le vieux péché originel allemand du particularisme : les anciennes limites des classes et des professions, qui se faisaient valoir avec tant de force dans les anciennes corporations de métiers. — Elles ne pourront se fondre qu'au feu du collectivisme, de la communauté parfaite de production et de vie.

Progressiste. — Non, monsieur le socialiste. Le collectivisme, qui anéantit la personnalité de chacun, doit d'autant plus sûrement mener à l'égoïsme des corporations que la tendance à se singulariser, à se différencier est indissolublement liée à l'être humain. Nous autres, partisans des associations, nous voulons l'indépendance aussi complète que possible des personnes comme des métiers et des professions, mais en même temps leur fusion dans un tout supérieur. Les limites rigides et les inimitiés qui existent entre les hommes et entre les professions doivent disparaître et disparaîtront uniquement sous l'influence de l'éducation, de la liberté et des sentiments actifs d'amour réciproque !

C'est par là, cher monsieur, que nous finirons aujour-

d'hui cet entretien. J'ajouterai cependant que s'il est vrai qu'il y aura toujours des controverses, il faudrait qu'on renonçât aux outrages personnels, qui sont indignes de toute cause sérieuse.

FIN.

TABLE

CHAPITRE III

CHAPITRE IV